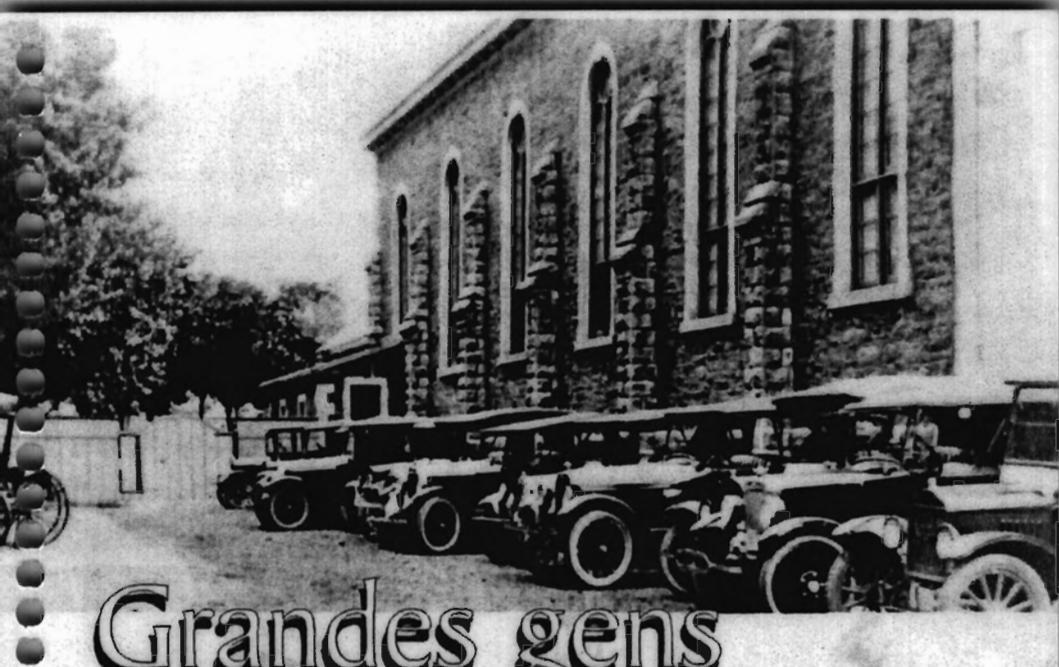


Grandes gens petites histoires

Cap-de-la-Madeleine, 1651-2001

Yannick Gendron

GRANDES GENS
PETITES HISTOIRES
Cap-de-la-Madeleine, 1651-2001

Yannick Gendron

ISBN 2-9807280-0-4
Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2001
Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Canada, 2001

À Camille

INTRODUCTION

À l'automne 1999, le maire de Cap-de-la-Madeleine, Alain Croteau, me demandait de siéger au conseil d'administration de la Corporation des Fêtes du 350e anniversaire de Cap-de-la-Madeleine. Impliqué dans mon milieu depuis mon tout jeune âge, j'y voyais une façon agréable de prolonger mes activités professionnelles en contribuant tant au plan logistique qu'historique. Rapidement, cette collaboration m'a amené à faire des recherches et à écrire de nombreux textes sur ma ville.

J'ai rassemblé dans ce recueil, à l'attention de mes parents et amis, l'ensemble de ma contribution entre 1999 et 2001. Il s'agit des capsules historiques parues dans l'Hebdo-Journal (2000-2001), des textes de l'exposition itinérante ainsi que ceux rédigés pour la cahier spécial du Nouvelliste de mai 2001. Certains textes n'y sont pas reproduits puisqu'ils reprenaient essentiellement les mêmes propos que d'autres, c'est le cas, entre autres, pour le Manoir des Jésuites.

Je tiens à remercier Alain Flageol pour sa constante collaboration dans mes recherches, ainsi que les membres de la Société d'histoire du Cap-de-la-Madeleine pour l'attention et la considération qu'ils portent à mon travail. Je dois ici souligner le support de ma conjointe, Annie, par sa seule présence et son unique compréhension pour mes longues heures « d'absence ».

Historiquement vôtre,

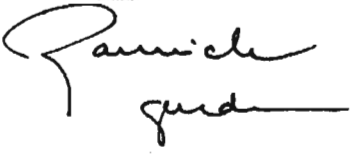


TABLE des matières

Introduction	3
Table des matières	4
La Nouvelle-France et le régime militaire	7
Plus qu'un an avant la fondation de Cap-de-la-Madeleine	9
Cap-de-la-Madeleine : l'œuvre des Jésuites	11
« ...l'an mil six cent cinquante-un, le vingitème jour de mars, après midi... »	13
Le Père Buteux meurt en route vers la Baie d'Hudson	15
« ...les Habitans du Cap de la Magdeleine... »	17
Les Jésuites érigent un manoir à Cap-de-la-Madeleine	19
Le régiment de Carignan atteint Cap-de-la-Madeleine	21
Jean Talon dénombre les habitants de Cap-de-la-Madeleine	23
Collet et Boucault préparent la réforme des paroisses	25
Général Friedrich Adolph Riedesell Freiherr ze Eisenbach	27
Le régime militaire à Cap-de-la-Madeleine, 1760-1764	29
On ordonne l'expulsion des Jésuites	31
Le développement urbain	33
La paroisse Sainte-Famille à Cap-de-la-Madeleine	35
« ...le pain des paroissiens... »	37
On construit des navires à la Tidewater Shipbuilders Ltd.	41
Cap-de-la-Madeleine et Sainte-Marthe-du-Cap, deux municipalités aux liens filiaux	43
Une ville de progrès	45
Entre le Cap et les Trois-Rivières	49
Les ponts sur la rivière Saint-Maurice	51
Un cinquième pont sur le Saint-Maurice	53

De la Crise à la Révolution tranquille 55
De manœuvre à cultivateur 57
De la Crise à la Guerre 59
La Wartime Housing Limited à Cap-de-la-Madeleine 63
Corus : de la cigarette aux munitions 65
Le premier aéroport municipal du Canada 67
La Légion Canadienne rend hommage aux braves disparus 69
La sécurité publique à Cap-de-la-Madeleine 71
De « L'Avenir du Cap » à « Nos Droits » 79
Les deux Maurice terminent leur campagne dans la cité mariale 81

L'éducation 83
De « l'ignorance des jeunes » à « la pépinière d'éducatrices » 85
Grande ouverture de l'Académie Pierre... « Débouler » 87

L'essor du Sanctuaire marial 89
Le Bon Père Frédéric : de Ghyvelde à Cap-de-la-Madeleine 91
Le Bon Père Frédéric : promoteur du Sanctuaire 93
L'œuvre des pèlerinages 95
Miraculeux Cap-de-la-Madeleine 97
L'armée authentique de Dieu envahit Cap-de-la-Madeleine 99
Bénédiction des yachts au Sanctuaire 101

Bibliographie 103

LA NOUVELLE-FRANCE
et le régime militaire

PLUS QU'UN AN
avant la fondation de Cap-de-la-Madeleine

Cette chronique amorce une série de courts articles sur l'histoire de Cap-de-la-Madeleine, qui célèbrera son 350e anniversaire en mars 2001. En effet, c'est en mars 1651 que l'abbé Jacques de La Ferté concédait aux Jésuites des terres qui deviendront la Seigneurie du Cap-de-la-Madeleine rappelant ainsi la provenance du donateur : Sainte-Marie-Madeleine de Châteaudun en France. Ce fait est déterminant : il explique la dénomination de notre plus ancienne paroisse et les liens qui se tissent entre nos habitants et ceux de Châteaudun depuis le jumelage des deux villes en 1972.

Cependant, il y avait déjà des colons sur les terres du Cap, le Cap des Trois-Rivières comme on l'identifiait avant la donation. Les Jésuites avaient reçu la permission de concéder des terres avant même qu'ils en prennent officiellement possession. Selon Benjamin Sulte, la seigneurie leur avait été promise depuis 1645. Pour repousser les attaques fréquentes des Iroquois et lutter contre la violence des éléments, les premiers Madelinois n'ont d'autres choix que de coopérer. Les difficultés qu'ils rencontrent à défricher à seule force de bras, à ensemencer un sol sablonneux, à affronter une nature rebelle ont forgé le caractère de cette population :

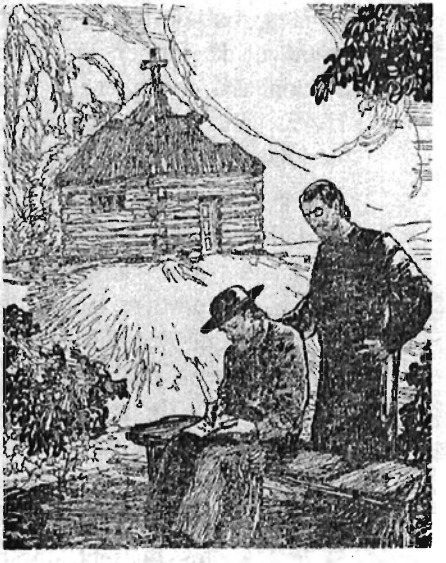
Jacques de La Ferté (1580-1660), donateur de la seigneurie aux Jésuites en 1651. Il est abbé de Sainte-Marie-Madeleine de Châteaudun (France). (Archives Notre-Dame du Cap)

une volonté de fer, une chaleur humaine et un gôut du partage. De Québec vers Trois-Rivières, par mer ou par terre, les voyageurs n'hésitent pas, à l'époque de la Nouvelle-France comme aujourd'hui, à prendre du repos au Cap. Preuve de cette hospitalité légendaire, en 1663 le Père Jérôme Lalemant relate – en vieux français – que « les Habitans du Cap de la Magdeleine sortoient de leurs maisons [...] nous invitans de mettre pied à terre, pour nous regaler à la champestre ».

Fidèles à cet esprit d'entraide et d'ouverture, nous vous invitons à participer à cette chronique, que vous soyez Madelinois, que vous ayez résidé Cap-de-la-Madeleine ou que vous y êtes parfois de passage, par le biais d'histoires, de photographies ou d'anecdotes.

Cap-de-la-Madeleine : l'œuvre des Jésuites

Au début du XVII[e] siècle, la France n'a pas encore de champs missionnaire. La Nouvelle-France deviendra dès 1604 jusqu'en 1653, au premier plan de ses aspirations missionnaires. Toute l'Église de France est engagée dans ce mouvement. C'est ainsi que les Jésuites s'installent au Canada dès 1625. Ils ne sont pas uniquement des évangélisateurs ou des colonisateurs, ils montrent un vif esprit de découvreur : les Pères Chaumonot et Brébeuf atteignent le lac Érié en 1640, le Père Druillettes remonte les rivières Chaudière et Kénébec en 1640, le Père de Quen se rend au Lac Saint-Jean en 1647, le Père Allouez franchit le Sault Sainte-Marie, entre le lac Supérieur qu'il nomme Tracy, le Père Marquette, accompagné par Joliet découvre le Mississipi en 1673, La Vérendrye découvrira l'Ouest canadien en compagnie des Pères Messaiger et Aulneau. Bref, la mission de la Compagnie de Jésus est d'abord la propagation de la foi chrétienne, puis l'enseignement, et enfin l'exploration de nouveaux territoires afin de convertir les autochtones au christianisme.



Les premiers Jésuites en Nouvelle-France. Tirée de Albert Tessier, *Jacques Buteux : le premier évangélisateur de la région du St-Maurice (1634-1652)*, Trois-Rivières, Éditions du « Bien Public », 1934.

Arrivé en 1634 et nommé supérieur de la mission de Trois-Rivières en 1639, le Père Jacques Buteux déploie beaucoup de zèle : il espère la réalisation prochaine d'une mission

sédentaire en retrait de la circulation incessante des Amérindiens aux Trois-Rivières pour la traite des fourrures. Le Cap, comme on désigne à l'époque la rive gauche de la rivière Saint-Maurice, devient de plus en plus précieux aux yeux des missionnaires Jésuites qui délaissent progressivement leur fief aux Trois-Rivières. Jacques Leneuf de la Potherie convoite également ce territoire. Néanmoins, les Jésuites auront gain de cause contre celui qui avait ouvert le premier cabaret aux Amérindiens aux Trois-Rivières.

Le Père Buteux tente de poursuivre son œuvre et s'efforce d'amener quelques Amérindiens à s'installer au Cap des Trois Rivières, qui deviendra plus tard Cap-de-la-Madeleine. La tentative de former un village amérindien échoue et le missionnaire commence à recruter des colons français dès 1649. Plus tard, il accorde quatorze concessions et donne ainsi naissance à Cap-de-la-Madeleine.

En fait, les Jésuites seront les premiers seigneurs de Cap-de-la-Madeleine. En effet, en 1651, le Père Jacques Buteux reçoit de l'abbé Jacques de La Ferté, de Châteaudun en France, un territoire faisant deux lieues de front par 20 de profond, l'une des plus grandes seigneuries jamais données. Le Père Buteux, considéré comme le fondateur de Cap-de-la-Madeleine, quitte cependant en 1652 vers le Haut-Saint-Maurice, où il meurt tragiquement aux mains des Iroquois. Au même moment, les habitants du Cap-de-la-Madeleine essuient de nombreuses attaques des Iroquois.

Si les Jésuites quittent Cap-de-la-Madeleine en 1680, ils veulent néanmoins y garder un pied à terre. En effet, ils y font construire un Manoir en 1742 par François Rocheleau. Cet édifice, toujours debout sur la rue Notre-Dame, est aujourd'hui l'objet d'un projet de mise en valeur. Outre ces vestiges, les Jésuites auront donné vie à un site propice à la quiétude et au recueillement. Le providence prendra en charge d'en faire un des plus magnifiques lieu de pèlerinage en Amérique du Nord.

« ...L'AN MIL SIX CENT CINQUANTE-UN, le vingtième jour de mars, *après midi...* »

Les premiers occupants du territoire madelinois, le « Cap des trois rivières » comme on l'identifiait avant 1651, sont certainement les Amérindiens, des Attikameks notamment. Ils occupent alors le bassin de la rivière Saint-Maurice où ils pratiquent le commerce des fourrures. À partir de 1639, le père Jacques Buteux, jésuite, déploie des efforts considérables pour les sédentariser en les amenant à s'établir sur la rive gauche de la rivière, loin de la circulation incessante aux Trois-Rivières, afin d'y traiter de façon sécuritaire et même d'y cultiver la terre. Mais cette mission se révèle un échec.

Dès 1649, sur l'invitation du père Buteux et avec l'autorisation de Jacques de La Ferté, propriétaire de la seigneurie, quatorze colons s'établissent sur des terres de deux arpents de front sur vingt arpents de profondeur au Cap des trois rivières. En effet, les Jésuites avaient reçu la permission de concéder des terres avant même qu'ils en prennent officiellement possession en 1651. Cette année-là, les *Relations* soulignent que les pères jésuites commencent à « s'habituer au Cap-de-la-Madeleine du jour de la Présentation ». Pourtant, la vie y est difficile. Afin de repousser les fréquentes attaques des Iroquois, les

Pierre Boucher, soldat puis gouverneur des Trois-Rivières (1654-1657 et 1663-1667), baptisé le 1er août 1622 à Mortagne, au Perche (France), décédé à Boucherville le 19 avril 1717. Il s'établit à Cap-de-la-Madeleine en 1657, sur le fief Sainte-Marie, où il participe activement à la défense de la bourgade, faisant construire redoutes, bastions et clôtures de pieux.
(Archives Notre-Dame du Cap)

premiers colons n'ont d'autre choix que de coopérer puisqu'on leur interdit de quitter leurs terres. On les enjoint plutôt « de se tenir armés d'armes à feu, soit en allant à leur travail ou ailleurs et de porter continuellement sur soi avec ses armes, poudre et plomb pour tirer six coups, à peine d'amendes [...] ». Les difficultés qu'ils rencontrent à défricher à seule force de bras, à ensemencer un sol sablonneux, à affronter une nature rebelle ont forgé les traits de caractère de la population madelinoise : une volonté de fer, la chaleur humaine et le goût du partage.

Progressivement, la petite collectivité madelinoise érigera une palissade (1660) et se dotera d'un moulin à vent (1650), d'un hôpital (1660) et d'une chapelle (1661) construite par Pierre Boucher. En 1667, ils sont 362 habitants sur cette immense seigneurie, plus qu'aux Trois-Rivières! Toutefois, la population déclinera progressivement jusqu'au XIX^{e} siècle.

Le Père Buteux meurt en route vers la Baie d'Hudson

S'il est un mystère entourant l'histoire de Cap-de-la-Madeleine, c'est bien la mort de son fondateur, le Père Jacques Buteux, le 10 mai 1652. On en connaît la date approximative, les circonstances de sa mort aux mains des Iroquois, mais assez peu sur le projet de voyage du jésuite, ni l'endroit exact de l'incident. On sait cependant que le Père Buteux, en route « vers le Nord », était accompagné du soldat Pierre de Fontarabie et du Huron Tsondoutannen.

L'historien Albert Tessier reprend le récit tel qu'écrit à l'époque : « Le Huron, qui marchoit le premier. Fut saisy si subitement, qu'il n'eut pas le loisir de faire aucun pas en arrière. Les deux autres, un peu plus esloigner, furent jettez pas terre, les ennemis ayant faut sur eux la descharge de leur fuzils. Le Pere tomba blessé de deux balles à la poitrine, & d'une autre au bras droit, qui luy fut rompu. [...] Ils furent despoüillez. Tout nuds, & et leurs corps furent jettez dans la riviere. » Ce drame fut rapporté par le Huron qui avait réussi à fuir ses assaillants. Le Père Buteux est-il vraiment mort dans les environs de l'actuelle Shawinigan ? Certains l'ont cru. D'autres, moins convaincus, situent le drame bien au-delà. Le Père Buteux et ses accompagnateurs quittèrent Trois-Rivières vers le Nord le 4 avril; la distance parcourue devait donc dépasser le site de la

La mort du Père Buteux (10 mai 1652). Illustration tirée de Albert Tessier, *Jacques Buteux : le premier évangélisateur de la région du St-Maurice (1634-1652)*, Trois-Rivières, Éditions du « Bien Public », 1934, p. 42

future ville de Shawinigan. Tessier prétend que la veille de l'attaque, le 9 mai 1652, le Père Buteux était chez les Attikameks, presque à la source de la rivière St-Maurice. « Pour ma part, ajoute-t-il, je situerais cette mort plus haut même que le barrage actuel de la Loutre ! » L'endroit exact de sa mort ne sera probablement jamais connu.

Un important personnage est disparu en mai 1652 et les autorités madelinoises n'ont pas manqué de lui rendre hommage. En effet, la toponymie locale respire la présence de la Compagnie de Jésus : rue Jacques-Buteux, rue Le Moyne (qui rappelle le Jésuite mort et inhumé à Cap-de-la-Madeleine en 1665), la rue Marquette (du nom du Père découvreur du Mississipi), la rue Père Richard (du nom du curé desservant la paroisse Ste-Marie-Madeleine entre 1670 et 1678) et la rue des Jésuites.

« ... LES HABITANS du Cap de la Magdeleine ... »

À part les écrits, la correspondance, les actes notariés, les édits royaux, il reste actuellement peu de témoins du Régime français. Seuls le Sanctuaire et le Manoir des Jésuites ont survécu aux bouleversements urbains du siècle dernier. Un autre monument ancien, le moulin à farine bâti en 1807, a fait partie du paysage madelinois jusqu'en 1939. Il fut alors démonté en vue d'une éventuelle reconstruction, mais les préoccupations de la Deuxième Guerre mondiale firent sombrer le projet dans l'oubli.

Une foule de pèlerins rassemblés près du Sanctuaire à la fin du XIX[e] siècle. (Archives Notre-Dame du Cap)

Le Sanctuaire Notre-Dame du Cap, communément appelé le « petit sanctuaire », est assurément le plus vieil édifice de Cap-de-la-Madeleine. On associe l'essor de la piété mariale à Paul Vachon, curé résidant de 1685 à 1729, qui obtient de Rome l'autorisation d'organiser la Confrérie du Très-Saint Rosaire en 1694, l'une des plus anciennes au Canada. Cette dévotion inspire les travaux de construction d'une nouvelle église à partir de 1714, travaux exigés par Mgr de Saint-Vallier qui avait constaté l'état de délabrement de l'église précédente. Le curé Vachon doit déployer beaucoup d'énergie pour donner naissance à cette deuxième église paroissiale, multipliant les

représentations aux quatre coins de la colonie afin d'en assurer le financement. Les habitants y participent activement : récolte de pierre, creusage des fondations, travaux de maçonnerie, équarrissage, etc. La construction se poursuit jusqu'à la fin de 1719. Les paroissiens doivent fréquenter encore un moment l'église construite par Pierre Boucher. Le Sanctuaire constituait alors une « église modeste soit, mais une église qui s'harmonisait bien avec le village seigneurial de cette époque, et qui ne manquait pas d'une certaine élégance », souligne l'historien François De Lagrave.

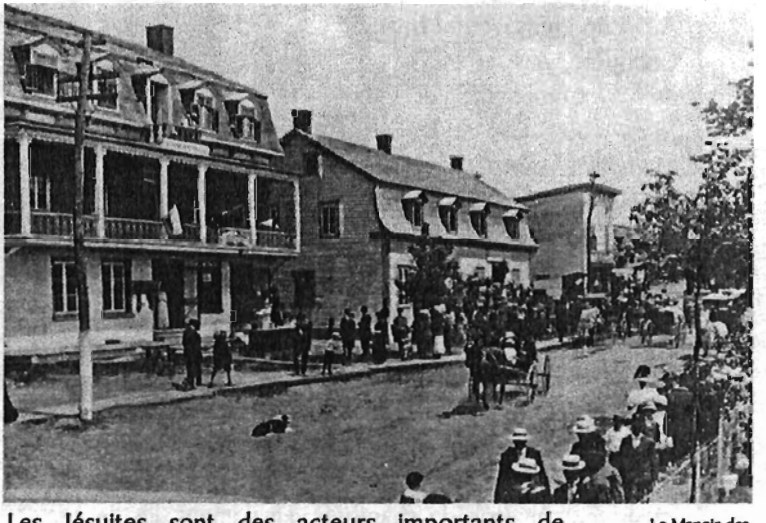
La construction du Manoir des Jésuites date également du régime seigneurial. On a longtemps cru que ce qu'on appelait le « Manoir des Jésuites » était en fait leur première résidence, probablement en bois, construite en 1651. Toutefois, la découverte d'un acte notarié rédigé en 1742 nous révèle les véritables origines du manoir. Cette année-là, François Rocheleau entreprend, à la demande des religieux, la construction d'une habitation près de leur moulin. Ceux-ci avaient définitivement quitté la seigneurie en 1680 et ils désiraient ainsi y garder un pied à terre. Pendant plus d'un siècle et demi, bien après le départ des Jésuites, le Manoir a conservé son aspect d'origine; il ne comptait alors que le rez-de-chaussée en pierre. L'édifice sera doté de ses étages supérieurs au début du XX^{e} siècle, et transformé en maison de chambres, pour les pèlerins notamment.

Le Manoir des Jésuites en 1944. (Archives Notre-Dame du Cap)

Le Sanctuaire et le Manoir sont bien plus que des vestiges : ce sont des témoins du mode de vie de nos ancêtres, de leurs préoccupations, de leurs croyances, de leurs contraintes et de leur savoir-faire.

LES JÉSUITES
érigent un manoir à Cap-de-la-Madeleine

Érigé peu avant la Conquête, le Manoir des Jésuites fait face au petit sanctuaire, seuls édifices témoins du XVIII[e] siècle encore debout à Cap-de-la-Madeleine. Situé sur le chemin du Roi, face au fleuve, il fait partie d'un ensemble de bâtiments seigneuriaux (moulin à scie, moulin à farine) aujourd'hui disparus. Le manoir est un des rares immeubles ayant survécu aux bouleversements urbains du siècle dernier. D'ailleurs, ses solides murs de maçonnerie de pierres furent habités jusqu'à tout récemment. Un examen attentif nous révèle une construction ancienne aux détails intéressants. En effet, la partie inférieure fut érigée à l'époque de la Nouvelle-France. Dans son état primitif, le manoir ne comptait que le rez-de-chaussée en pierres. Il fut doté de deux étages en briques vers 1903.



Le Manoir des Jésuites en 1910. (Archives Notre-Dame du Cap)

Les Jésuites sont des acteurs importants de l'histoire nationale. Héros, martyrs, en terre canadienne depuis 1611, ils ont contribué à la colonisation de la Vallée du Saint-Laurent. De leur

arrivée à 1800, 330 Jésuites s'activent dans huit postes de mission sous l'égide du supérieur général à Québec. En 1651, le Père Jacques Buteux, supérieur de la Compagnie de Jésus aux Trois-Rivières, reçoit de Jacques de La Ferté quatorze concessions, plus tard connues comme la seigneurie du Cap-de-la-Madeleine. Les Jésuites y construisent leur première habitation, probablement en bois, la même année. Ils quittent le Cap-de-la-Madeleine en 1680 mais remplissent toujours leurs obligations seigneuriales. C'est pourquoi les Jésuites désirent y garder un pied à terre et font construire le manoir en 1742. Cette année-là, François Rocheleau, demeurant au Cap-de-la-Madeleine, en entreprend la construction sur les terres des Jésuites, près de leur moulin à farine. Dans cette maison de pierres, de 32 pieds de long par 26 pieds de large, ils se réservent une chambre « où ils pourront loger quand ils seront ou passeront au Cap-de-la-Madeleine [...]». Pour sa part, Rocheleau s'engage à construire un moulin à scie, dont les revenus seront également partagés entre lui et les Jésuites.

À l'époque de la Conquête, les effectifs de la Compagnie de Jésus au Cap-de-la-Madeleine sont faibles. La victoire des Anglais et la suppression de l'Ordre leur donnent le coup de grâce. Frappés d'interdiction suite à la capitulation, ils vendent leur droit sur le manoir quelques années après la mort de Rocheleau. Entre 1763 et 1952, il passe aux mains de laïques devenant poste de relais, puis maison de chambres. Finalement, le manoir revient aux mains d'autorités religieuses, acquis par les Oblats, administrateurs du Sanctuaire Notre-Dame-du-Cap, en 1952.

Le Manoir des Jésuites, local de la Jeunesse Ouvrière Catholique (JOC) en 1952. (Archives Notre-Dame du Cap)

LE RÉGIMENT DE CARIGNAN atteint Cap-de-la-Madeleine

En 1665, le régiment de Carignan est dépêché en Nouvelle-France pour mater les Iroquois qui menacent la survie de la colonie. Les soldats s'occupent un temps à ériger des forts le long de la rivière Richelieu : le fort St-Louis (Chambly) et le fort Richelieu (Sorel). Le 9 janvier 1666, Daniel de Rémy de Courcelle, gouverneur de la Nouvelle-France, accompagné de 300 soldats du régiment de Carignan et de 200 miliciens canadiens, entreprend une campagne contre les Agniers, une des tribus iroquoises. Ces troupes sont mieux armées qu'aucune autre en France. Selon Russel Bouchard, un soldat sur cinq est muni d'un fusil à silex, les autres de mousquets. Toutefois, le justaucorps, le chapeau de feutre noir, la culotte à mi-jambe, les souliers à bouts carrés, bref l'uniforme réglementaire du régiment de Carignan est inadéquat pour la guerre au Canada. Selon Jack L. Summers et René Chartrand, les soldats adoptent probablement le « capot », les mitaines, la tuque, les jambières et les mocassins comme les hommes de la milice canadienne.

Ce sont les premiers soldats de ligne de l'armée française à porter l'uniforme... qui se révéla fort inadéquat au Canada. (Ontario Archives)

Néanmoins, le régiment avance lentement. Chaque soldat transporte 20 à 25 livres de vivres et de matériel

d'expédition, et plusieurs soldats chaussent des raquettes pour la première fois. Le corps expéditionnaire atteint Cap-de-la-Madeleine le 15 janvier 1666. Benjamin Sulte met en scène son arrivée : « au son des tambours, M. de Courcelles fait son entrée au Cap, venant du côté de Champlain, à la tête de 300 soldats du régiment de Carignan et de cent militaires canadiens ». Selon Jacques Lacoursière, « les soldats sont épuisés, alors que les habitants du pays n'ont rien perdu de leur bonne forme ». Beaucoup d'entre eux souffrent d'engelures, d'autres, « entièrement entrepris et engourdis par le froid, seraient morts sur la neige, si on ne les avait pas portés avec beaucoup de peine jusqu'au lieu où l'on devait passer la nuit ». Où passent-ils la nuit ? On a cru pendant un certain temps que Courcelle passa la nuit au Manoir des Jésuites, mais cette bâtisse ne fut érigée qu'en 1742. Est-ce dans les redoutes du fief Ste-Marie ou du village St-François ? Ont-ils bénéficié des bons soins de Félix Thunay, premier chirurgien à Cap-de-la-Madeleine, qui exerce durant cette période à l'hôpital Notre-Dame-de-Pitié situé dans le fort St-François ? L'histoire ne le dit pas. On sait toutefois qu'il en coûte 4500 livres à Courcelle en février 1666 pour équiper ses soldats de « raquestes, souliers sauvages, chaussons, mitaines et autres choses nécessaires aux soldats et gens du pays ». Finalement, cette expédition fait 60 morts chez les Français et pas plus de 40 chez les Iroquois. Plus tard, le régiment ravagera plusieurs villages d'Iroquois qui demanderont la paix en 1667. Sur le millier de soldats qui composent le régiment, 400 deviennent colons ou coureurs des bois, comme le souhaitait le roi.

JEAN TALON
dénombre les habitants de Cap-de-la-Madeleine

Nouvellement nommé intendant du Canada, Jean Talon (1625-1694), un homme près du peuple ayant une soif de connaître les habitants et de répondre à leurs besoins, veut dresser l'état de la colonie dès 1665. Toutefois, il ne dispose pas de modèle pour procéder, ni même en France. Si Jean-Baptiste Colbert (1619-1683), premier ministre de Louis XIV, est surtout intéressé par l'aspect militaire, le souci de Talon est d'abord d'ordre civil.

Des recenseurs parcourent donc la colonie au cours des premiers mois de 1666. Ils consignent aux registres le nom, le prénom, l'âge et la profession des habitants. Pourquoi en hiver et au printemps, au moment où les routes sont difficilement praticables ? D'abord c'est l'époque de l'année où la plupart des gens sont confinés chez-eux. De plus, on désire procéder avant l'arrivée de nouveaux immigrants et éviter de mêler aux résidents, les gens de passage. Au terme de l'exercice, Colbert se montre insatisfait du résultat, tant en ce qui concerne les hommes en mesure de porter les armes, que le nombre d'arpents cultivés ou la qualité des données. Talon constate plusieurs omissions (lui-même n'y paraît pas!) et commande un autre recensement l'année suivante. L'intendant produit même une partie du travail à Montréal, Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine. Dans cette dernière paroisse et dans les environs, Talon dénombre 362 habitants répartis dans 57 familles.

Malgré leurs lacunes, les recensements de 1666 et 1667 sont les premiers inventaires nominatifs du Canada et permettent en l'absence de registres d'état civil, comme à Cap-de-la-Madeleine pour cette période, d'établir la population au matin de notre histoire. Dans son rapport de 1935-1936, l'archiviste de la province de Québec, Pierre-Georges Roy, n'hésite pas à désigner comme fondatrice les familles qui

remontent à cette époque. Ces recensements seraient donc notre « livre de noblesse et de gloire. »

Ménages, population, sexe et état de mariage en 1667

			Sexe		Mariés			Veuvage			Enfants et célibataires		
	Ménages	Population	H	F	H	F	T	H	F	T	H	F	T
Cap-de-la-Madeleine La Touche Champlain	57	362	229	133	54	54	108	4	3	7	171	76	247
Trois-Rivières	37	213	138	75	33	33	66	1	2	3	104	40	144

H = Hommes F = Femmes T = Total

Source : *Recensement du Canada, 1871.*

COLLET ET BOUCAULT préparent la réforme des paroisses

En 1720, on compte déjà 80 paroisses dans les trois gouvernements de la Nouvelle-France (Québec, Trois-Rivières, Montréal). Toutefois, leurs limites ne sont pas clairement définies et cela entraîne de longues disputes, au sujet de la dîme, notamment, instaurée par Mgr de Laval en 1658. C'est pourquoi Philippe de Vaudreuil (1643-1725), gouverneur de la Nouvelle-France, mandate Benoît-Mathieu Collet (1671-1727), procureur général du Conseil Supérieur, pour faire l'état des paroisses et des missions qu'il est possible de créer dans la colonie. Répondant ainsi au désir de la cour, Collet parcourt les deux rives du Saint-Laurent accompagné d'un greffier, Nicolas-Gaspard Boucault, entre le 4 février et le 3 juin 1721. Ils visitent ainsi les établissements « dans un temps de l'année où les communications étaient loin d'être faciles », souligne l'abbé Ivanhoé Caron. Les procès-verbaux de cette enquête ont été conservés.

Philippe de Vaudreuil (1643-1725), gouverneur de la Nouvelle-France de 1703 à 1725. (Archives nationales du Canada, C-34222)

On sait que Collet et Boucault arrivent au presbytère de Cap-de-la-Madeleine le 11 février 1721 reçus par le curé Paul Vachon, Jean-François Boulanger de St-Pierre, capitaine de milice et un groupe de paroissiens. Collet leur expose l'objet de son enquête puis les paroissiens déclarent « tant pour eux que les absents, qu'il n'y a point d'église plus convenable ny plus proche, et qu'ils sont tous très contents d'estre paroissiens de cette paroisse ».

Cependant, le curé Vachon ne manque pas de signaler que seulement 11 familles payent leur dîme et qu'il vaudrait mieux favoriser l'implantation de nouveaux colons à Cap-de-la-Madeleine. Collet fait consigner ces observations au procès-verbal et quitte le jour même pour Trois-Rivières, où il est accueilli dans la résidence du Sieur Godefroy de Tonnancourt, lieutenant-général de la juridiction royale des Trois-Rivières.

Au terme de son enquête, Vaudreuil se montre fort satisfait du travail des deux serviteurs du roi. En guise de récompense et pour couvrir les frais de voyage, le commissaire Collet reçu 1200 livres et son greffier 300 livres. L'enquête de Collet permet de fixer les limites territoriales des paroisse existantes et de déterminer celles des paroisses à ériger. En tout et partout, 126 paroisses furent fondées sous le régime français, la première étant celle de Québec en 1664.

GÉNÉRAL FRIEDRICH ADOLPH Riedesel Freiherr zu Eisenbach

Dans la chronique précédente, l'historienne Nathalie Massicotte soulignait la présence de troupes allemandes à Cap-de-la-Madeleine dans le dernier tiers du XVIII[e] siècle, comme on en retrouvait à Maskinongé, Yamachiche, Rivière-du-Loup et Pointe-du-Lac. Le général Riedesel y commandait alors l'armée de Brunswick. Mais qui était-il ? L'historien Christopher Ward le décrit comme un intrépide qui possède toutes les qualités d'un bon soldat : calme et mesuré en situation de danger, alerte dans l'action; il veillait au confort et au bien être de ses hommes.

Le célèbre général allemand Friedrich Adophus Riedesel (1738-1800).

Né en 1738 à Lauterbach en Allemagne, Riedesel se destine à la prêtrise puis au droit. Piètre étudiant, il délaisse la toge pour l'uniforme militaire au grand dam de son père qui menace, un temps, de lui couper les vivres. Les princes allemands louant leurs armées en temps de paix, Riedesel s'embarque pour Londres. Curieusement, s'il ne sut jamais maîtriser l'anglais, alors qu'il s'exprimait fort bien en français. Riedesel gravit rapidement les échelons et se retrouve à la tête de deux régiments à l'âge de 23 ans. Il fait alors la rencontre de Charlotte von Massow (15 ans), qu'il épouse en 1762.

En 1776, le duc de Brunswick charge Riedesel de commander 3684 soldats d'infanterie et 336 de cavalerie légère qu'il loue à l'Angleterre pour combattre en Amérique. On sait déjà qu'il s'installe momentanément à Trois-Rivières et que plusieurs

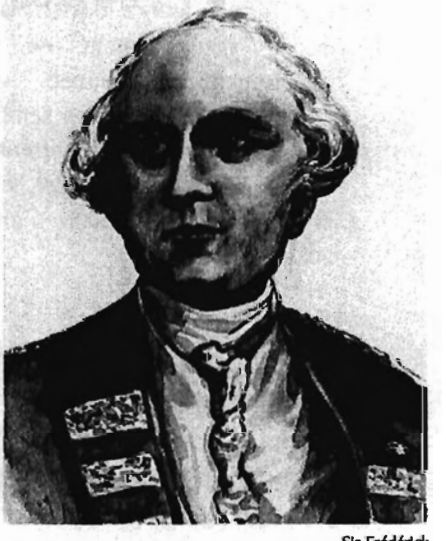
détachements s'établissent dans la région immédiate. Sa femme et ses enfants, qui viennent le rejoindre en juillet 1777, s'installent à Trois-Rivières où le couvent des Ursulines sert d'hôpital aux soldats allemands blessés. Riedesel et sa famille sont faits prisonnier lors d'une campagne en territoire américain. Durant cette captivité, ils vivent « presque » normalement : ils dînent avec Lafayette, côtoient Thomas Jefferson. Libéré en 1779, Charlotte donne naissance à une petite fille baptisée Amerika; une autre fille nommée Canada, née en 1782, ne vivra que quelques mois. Par ailleurs, on doit à Riedesel l'introduction du sapin de Noël dans les foyers canadiens, geste qu'il pose entre 1781 et 1783, probablement à Sorel.

Illustration allemande présentant l'introduction du sapin de Noël au Canada vers 1781.

La guerre terminée, Riedesel et sa famille quittent l'Amérique sur le « Québec » en 1783. Il meurt à l'aube du XIX^{e} siècle le 6 janvier 1800. Les six années du général passées au Canada laissèrent une empreinte indélébile dans l'histoire nationale, bien que les traces de son passage dans la région soient plutôt rares.

LE RÉGIME MILITAIRE à Cap-de-la-Madeleine, 1760-1764

Le XVIII[e] siècle, la période la moins bien connue de l'histoire madelinoise, renferme néanmoins un événement d'importance nationale : la Conquête. Le régime militaire entre 1760 et 1764 est une période de transition entre l'organisation civile française et anglaise. Le nouveau gouverneur des Trois-Rivières est le colonel Ralph Burton. En mai 1762, Frédérick Haldimand, un Suisse francophone, le remplacera temporairement jusqu'en mars 1763.



Sir Frédérick Haldimand (1718-1791), gouverneur des Trois-Rivières entre mai 1762 et mars 1763. (Archives of Ontario, S-2109)

Ce n'est pas un régime militaire absolu. Burton permet un certain nombre de fusils par paroisse pour la chasse (5 à Cap-de-la-Madeleine) que les habitants devront se prêter, tout en les laissant plus longtemps aux démunis. Les habitants doivent également participer à certaines corvées pour subvenir aux besoins des soldats anglais qui logent principalement aux Trois-Rivières mais aussi à Sainte-Anne, Maskinongé et Saint-François-du-Lac. Ceux du Cap fournissent deux cordes de bois de chauffage par mois en 1761. Cette contribution s'élève à 20 cordes en 1762. La paroisse doit également fournir 100 bottes de paille pour la confection de lits de soldats. Les Madelinois participeront aussi au transport des troupes anglaises contre rémunération. Bref, le régime militaire n'a rien de bien oppressant. Cependant, la vie quotidienne est davantage réglementée : la chasse, le

commerce, en particulier celui des fourrures, la monnaie, les postes et la voirie. À son arrivée, Haldimand modifie l'administration de la justice en créant quatre districts : Cap-de-la-Madeleine fait alors partie du district de Champlain, là où siège la Chambre d'audience.

Pour connaître la répartition des habitants dans son gouvernement Burton fait préparer un recensement. L'historien Marcel Trudel décrit ainsi la paroisse du Cap-de-la-Madeleine qui « a l'air plutôt misérable avec ses 160 habitants et ses 33 maisons ; le bétail est aussi maigre : 41 chevaux, 142 bêtes à cornes et 19 moutons ; on exploite 600 acres sur les 2100 qui ont été concédées : la culture est en avoine et en tabac. »

La Nouvelle-France devient la province de Québec en 1763 et le gouvernement de Trois-Rivières est administré directement de Québec. Au terme du régime militaire l'économie et la religion semblent en péril, mais l'agriculture et la démographie montrent de sérieux progrès. En fait, comme le souligne Trudel, le régime militaire « n'est que le prolongement temporaire d'un régime français qu'on a adapté aux circonstances. »

ON ORDONNE l'expulsion des Jésuites

En 1760, les Jésuites oeuvrent au Canada sans interruption depuis 1632 où ils sont les seuls prêtres de la colonie jusqu'en 1659. Supérieurs religieux de l'Église canadienne, ils sont des personnages dévoués et influents. La Conquête anglaise les touche particulièrement : des 31 prêtres (âgés et tous européens de naissance) qu'on retrouve dans la colonie française en 1759, ils ne sont plus que 25 l'année suivante dans les missions et les paroisses. Au moment de la Conquête, la situation de l'église semble avantageuse dans le gouvernement des Trois-Rivières, qui s'étend de part et d'autre du fleuve entre Sainte-Anne et Maskinongé, comparée à celle de Montréal ou de Québec : 19 prêtres pour 5871 âmes. À l'époque, la petite église de pierre de Cap-de-la-Madeleine, le petit sanctuaire d'aujourd'hui, est desservie par le jésuite Bernard Well, un belge.

Le général James Murray (1721-1794), capitaine général et gouverneur en chef de la province de Québec jusqu'en 1766. (Archives nationales du Canada C2834)

En France, les Jésuites sont également persécutés : on ferme les collèges, on supprime l'ordre et on confisque leurs biens; ils sont aussi expulsés de Louisiane, Nouvelle-Orléans et des Illinois par le gouverneur français. En quoi les autorités protestantes pourraient-elles se montrer plus indulgentes ? En 1760, il y a quatre Jésuites dans le gouvernement, dont deux au Cap : le Père Well et le Frère Pierre Gournay. Au printemps 1763, le gouverneur Ralph Burton ordonne leur expulsion du gouvernement des Trois-Rivières. Toutefois, les pressions du grand vicaire

Perreault permettent de différer leur départ. Ils ne sont plus que deux dans toute la région : le Père Simon-Pierre Gounon, curé de Bécancour et le Père Charles Germain, curé de notre paroisse. Le gouverneur James Murray propose de nouveau la dissolution de la Compagnie de Jésus et la confiscation de leurs biens. « Malgré les pétitions des autorités catholiques du Canada en faveur de leur maintien, précise l'historien Marcel Trudel, Londres envoya à Murray l'instruction de les laisser s'éteindre, tout comme les Récollets. »

En 1764, ils ne sont plus que 16 prêtres et 5 frères; seul le Père Germain demeure dans le gouvernement des Trois-Rivières. Toutefois, Cap-de-la-Madeleine se retrouve sans curé résidant : le Père Germain doit aussi desservir Sainte-Geneviève et Batiscan. Dix ans plus tard, il n'en reste plus que 13, dépossédés de leurs biens. Leur action missionnaire tire à sa fin. En 1800, le dernier survivant, le Père Jean-Joseph Casot, meurt.

LE DÉVELOPPEMENT
urbain

LA PAROISSE SAINTE-FAMILLE
à Cap-de-la-Madeleine :
la dévotion à l'ère industrielle

Alors que la paroisse Sainte-Madeleine est issue du zèle apostolique des Jésuites et des Oblats, l'essor de la paroisse Sainte-Famille origine de la croissance industrielle du premier quart du XX[e] siècle. En effet, le développement industriel madelinois s'amorce avec l'arrivée de la Grès Falls Co. (maintenant Cascades Lupel inc.) en 1909. La Wayagamack Pulp & Paper (1912) et la Tidewater Shipbuilders Ltd. (1918) donneront le véritable coup d'envoi à la création de cette nouvelle paroisse détachée de la paroisse-mère. Durant cette période, la construction résidentielle croit et la population locale augmente considérablement : de 2 101 en 1911 à 6 738 en 1921. C'est pour faciliter le devoir dominical des paroissiens de cette partie de la ville que Mgr F.-X. Cloutier autorise l'érection de la paroisse et y nomme le curé Éphrem Fusey en 1918. La paroisse Sainte-Famille, la première détachée de la paroisse-mère, sera scindée à deux reprises : en 1938 pour ériger la paroisse Saint-Odilon et en 1949, lors de la fondation de la paroisse Saint-Eugène.

L'abbé Éphrem Fusey, curé de la paroisse Sainte-Famille, 1918-1930. Tirée de Emma Matton, *Histoire de la paroisse Sainte-Famille, Cap-de-la-Madeleine*. Cap-de-la-Madeleine, 1969. p. 2.

Éphrem Fusey naît à Maskinongé du second mariage de son père, Ferdinand Fusey, notaire d'origine suisse, avec Léocadie Dubois. Dans cette famille de treize enfants, onze ont la vocation. Malheureusement, le curé-fondateur ne jouit pas de la santé nécessaire à la mise sur pied de l'organisation

paroissiale. Il peut toutefois compter sur l'ardeur de ses ouailles pour en assurer le bon fonctionnement et sur leur imagination pour financer les activités paroissiales : rafle, whist, théâtre, concert, etc. D'entrée de jeu, le sol se révèle peu propice à la construction et on doit y enfoncer des pilotis d'une quarantaine de pieds de longueur qu'on tire des forêts marthelinoises. La première messe paroissiale a donc lieu en janvier 1919 à l'école St-Jean-Baptiste construite en 1914. Après la première guerre, tout est rare et les prix sont exorbitants; un sac de ciment coûte près de 4.00$ et la construction d'un nouveau temple en nécessite beaucoup. On érige donc le presbytère et le soubassement de la future église où on célèbre la première messe le jour de Noël 1920. Les statues qu'on y retrouve sont offertes par les citoyens et les organismes locaux. Bref, on assiste à l'éclosion d'une riche vie paroissiale.

Le curé-fondateur meurt le 28 décembre 1930. Toutefois, il préserve la santé financière de la paroisse au-delà de la mort, ayant pris des options sur des terrains au Cap-de-la-Madeleine mais aussi à La Tuque. Ces investissements ont semble-t-il amoindri les affres de la Crise envers la fabrique. En 1967, l'église soubassement et le presbytère érigés en 1919 font place aux bâtiments actuels. Si la prospérité de l'entre-deux-guerres permis la constitution d'une nouvelle paroisse à Cap-de-la-Madeleine, le dévouement du curé Fusey lui a donné une vie propre. Un juste hommage lui fut rendu lorsqu'on nomma Fusey l'une des artères importantes de Cap-de-la-Madeleine.

« ... LE PAIN des paroissiens ... »

Le développement industriel de la région est providentiel pour les 300 familles qui résident à Cap-de-la-Madeleine. Jusqu'au début du XX[e] siècle, les hommes cultivent leurs terres et travaillent aux scieries l'été; ils se transforment en bûcherons et montent aux chantiers l'hiver, en Mauricie et jusqu'en Outaouais. Dans bien des cas, leur femme résidait chez la parenté pour économiser le chauffage. « Ceux qui restaient, d'après le géographe Raoul Blanchard, vidaient les écuries de Trois-Rivières et épandaient le fumier sur leurs champs de sable ».

Progressivement, quelques manufactures s'installent en sol madelinois : une compagnie américaine qui fabrique des seaux et des articles en bois pour usage domestique (1870), une manufacture fabriquant des articles d'utilité agricole (1877), une manufacture d'allumettes (vers 1880). Beaucoup « trop d'enfants » y travaillent selon le curé Luc Désilets. Néanmoins, le maigre salaire qu'ils en tirent s'avère nécessaire pour les pauvres familles de cultivateurs.

Le chantier naval de la Tidewater en 1918.

La très fragile industrie naissante fait en sorte que le dynamisme économique local est encore très lié à celui de Trois-Rivières. Par

exemple, lorsque le moulin Baptist sur l'île de la Potherie brûle le 21 septembre 1887, 80 familles madelinoises quittent la région pour Montréal. On appela cette émigration soudaine « l'épidémie du cadenas ».

L'ouverture de la *Tidewater Shipbuilders Ltd.* (1915-1921), un chantier de construction de navires marchands, marque les débuts de la grande industrie à Cap-de-la-Madeleine : elle emploie près de 700 hommes. Le travail est exigeant, les heures très longues, mais les conditions salariales avantageuses permettent à plusieurs Madelinois de construire leur première maison.

Cap-de-la-Madeleine vue des airs en 1945. (Archives Notre-Dame du Cap)

L'exploitation des ressources forestières et hydrauliques amène l'ouverture d'un autre type d'entreprise, la *Grès Falls*, une pulperie qui ouvre ses portes en 1909. Elle prend son véritable élan en 1916 sous le nom de *St. Maurice Paper Company*, alors qu'elle entreprend la fabrication de papier. L'importance de cette papetière en fait le baromètre de l'activité économique locale : elle emploie 800 hommes en 1927.

Parallèlement, la *Bates Valve Bag*, qui fabrique des sacs en papier depuis 1926, emploie surtout un contingent de

femmes et de filles : une centaine, dès les premières années d'opération. L'industrie textile absorbe également une partie de cette main-d'œuvre. Dès 1928, une première entreprise de ce genre, la *Compagnie des Tissus et des Soieries de Lyon*, ouvre ses portes sur le boulevard Sainte-Madeleine. Plus tard, elle deviendra la *Tooke Brothers Limited* et emploiera environ 500 travailleuses. D'autres manufactures voient le jour à Cap-de-la-Madeleine : *Falomar* (1928), *Sterling Shirts & Overalls* (1932), *Lingerie d'Enfants Enregistrée* (1936), *Béliveau Manufacturing Co.* (1945), *Unique Glove Company* (1945). L'industrie métallurgique fournit également beaucoup d'emplois aux Madelinois : l'*International Foils* (1939), l'*Electric Steel* (1940) puis la *Norton Co.* (1948) au même endroit, et l'*Electro Refractories and Abrasives Canada Ltd.* (1948) dans les locaux de la *Tidewater*.

Cette récente industrialisation attire de nouvelles populations et suscite de nouveaux lotissements. Prosper Nobert estime à 3 000 le nombre d'immigrants, en provenance des paroisses rurales avoisinantes entre 1945 et 1951, venus profiter de la croissance industrielle locale. Cap-de-la-Madeleine jouit certainement d'une position géographique avantageuse et sa main-d'œuvre a fort bonne réputation, selon Prosper Nobert.

« *Elle est laborieuse et expérimentée, n'attendant qu'une offre raisonnable pour ses services. Les salaires sont de beaucoup inférieurs à ceux de Montréal et cette différence varie entre 10 et 20%. Les grèves y sont inconnues et des relations étroites existent entre patrons et ouvriers.* »

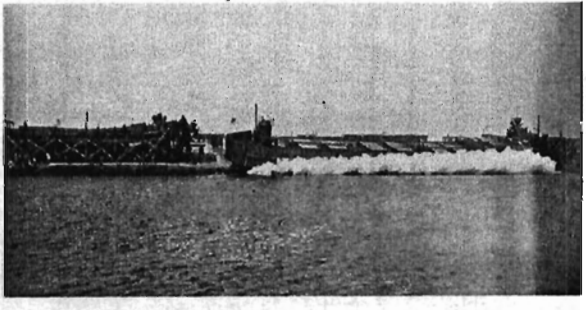
Bref, les cultivateurs madelinois sont devenus journaliers, ouvriers, techniciens dans certains cas. Là où l'agriculture n'arrivait pas à nourrir les familles, l'industrie s'est implantée et y a réussi.

ON CONSTRUIT des navires à la Tidewater Shipbuilders Ltd.

La Grande Guerre et le développement industriel au début du XX[e] siècle ont amené un chantier maritime à Cap-de-la-Madeleine, sur la rue Notre-Dame : la Tidewater Shipbuilders Ltd., une filiale de la Canadian Steamship Lines Ltd. Ce chantier de construction de navires est en opération pendant six ans entre 1915 et 1921. On y construit notamment les navires de type *Canadian Harvester* et *Canadian Forester*. Le travail y est exigeant, les heures très longues, mais les conditions salariales avantageuses permettent à plusieurs Madelinois d'accéder à la propriété. La naissance de la paroisse Sainte-Famille et le développement du quartier Sainte-Cécile à Trois-Rivières en bénéficie. Si cela se traduit par la construction de plusieurs maisons à Cap-de-la-Madeleine, on assiste à l'érection de nombreux immeubles à trois étages sur les rues Sainte-Cécile, Saint-Ursule et Saint-François-Xavier dans la cité trifluvienne. En avril 1917, la Canada Steamship Lines Ltd. obtient une exemption de taxes municipales pour la Tidewater pendant vingt ans à condition d'employer 300 hommes par année. Ce nombre varie beaucoup selon le carnet de commande, mais cette industrie compte néanmoins 1200 hommes en période de pointe et amènera la Banque Canadienne Nationale à ouvrir un comptoir à proximité pour accommoder les employés.

Trois des bateaux construits par la Tidewater Shipbuilders Ltd. (Collection de Marcel Larivière.)

Toutefois, la guerre terminée et les marchés moins prometteurs entraînent la fermeture du chantier. Les deux derniers bateaux sont lancés à l'automne 1921. On songe brièvement à rouvrir le chantier en 1923, le temps d'y construire deux bateaux pour la St-Lawrence Paper Mills Company de Trois-Rivières, mais ce projet n'a pas de suite. Graduellement, la machinerie est enlevée et les bâtisses se détériorent. On transporte même les bureaux de la Tidewater sur des chalands vers Sorel. Malgré la promotion du site auprès de différents industriels depuis 1921, ce n'est qu'en 1948, grâce à la publication d'un feuillet présentant le site, que l'Electro Refractories & Abrasives Canada Ltd. fait l'acquisition des propriétés madelinoises de la Canada Steamship Lines et procède à la rénovation et l'agrandissement des bâtiments. Après un quart de siècle d'abandon, les ateliers de la Tidewater reprennent vie pour cette nouvelle vocation jusqu'en 1983, année de la fermeture de l'usine d'abrasifs.



Mise à l'eau d'un navire sorti du chantier de la Tidewater en 1918.
(Collection privée de Gaston Latour)

CAP-DE-LA-MADELEINE ET Sainte-Marthe-du-Cap, *deux municipalités aux liens filiaux*

Jusqu'au milieu du XVIII[e] siècle, Saint-Maurice, Saint-Louis-de-France, Sainte-Marthe et Cap-de-la-Madeleine formaient un tout. En 1743, la paroisse de Saint-Maurice est détachée de la paroisse Sainte-Marie-du-Cap-de-la-Madeleine. Érigée civilement en 1841, la municipalité de paroisse de Saint-Maurice connaîtra un essor grâce aux Forges Radnor. La paroisse de Saint-Louis-de-France, qui s'en détache en 1903, est peuplée de colons mauriçois. La municipalité de paroisse érigée civilement en 1904 se développera grâce aux activités agricoles et à la culture du tabac jaune, et obtiendra son statut de ville en 1993. De ces municipalités, Sainte-Marthe est certainement celle qui a conservé le plus de liens avec la ville et la paroisse mère. L'expression « villes sœurs » prend tout son sens lorqu'on évoque ces municipalité voisines. En effet, dans les Évangiles, Marthe et Marie de Béthanie sont sœurs. Cette toponymie pleine de sens illustre biens les liens qui perdurent malgré la séparation de 1915.

La petite chapelle, rappelant la première église de Cap-de-la-Madeleine, construite par U.W. Rousseau en 1940, située face au cimetière à Sainte-Marthe-du-Cap.

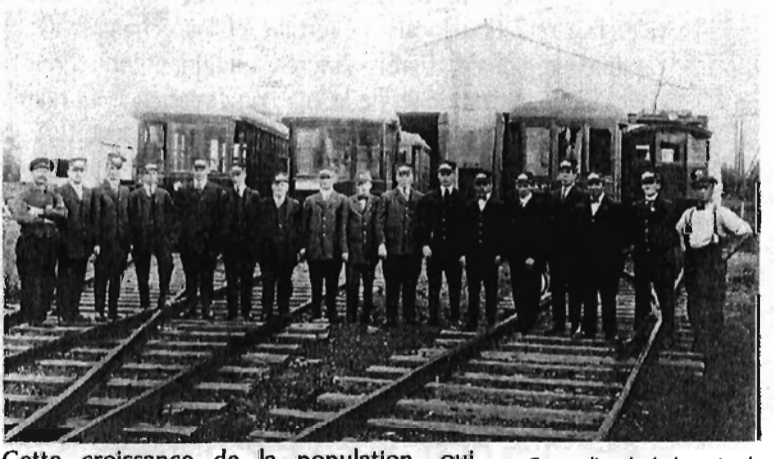
L'industrialisation et l'urbanisation de Cap-de-la-Madeleine au début du siècle, et l'évolution inégale des besoins des populations urbaines et rurales incitent un groupe d'agriculteurs et de journaliers à demander l'érection d'une nouvelle municipalité. « Les gens "d'en bas",

souligne Hélène Hamelin, qui étaient en forte majorité des cultivateurs, avaient peur d'être obligés de payer pour tous ces nouveaux services [voirie, tramway, etc.] qui ne leur profiteraient pas ». La municipalité de Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine voit donc le jour en 1915. Détachée de la municipalité de paroisse de Sainte-Marie-Madeleine-du-Cap-de-la-Madeleine (qui deviendra la ville de Cap-de-la-Madeleine en 1918), elle y est toujours rattachée au point de vue religieux. La première élection a lieu le 27 juillet 1915 : sept conseillers sont élus parmi lesquels Dominique Montplaisir est désigné comme maire. Ce dernier fut maire de Cap-de-la-Madeleine de 1913 à 1915. Fait à noter, entre 1872 et 1921, quatre maires (Hypolite, Adam, Dominique, Charles) de Cap-de-la-Madeleine portent le nom de Montplaisir. Signe des temps, le premier règlement municipal concerne la prohibition de la vente de « boissons enivrantes » et de spiritueux.

Caprice ou ironie de l'histoire, Jean-Claude Beaumier, qui fut maire de Cap-de-la-Madeleine de 1981 à 1993, agira quelques temps à titre de directeur-général à la municipalité de Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine. Madelinois et Marthelinois (gentilé adopté en 1989) n'ont donc pas qu'une paroisse ou qu'un toponyme en commun, mais également quelques serviteurs.

UNE VILLE *de progrès*

Le développement urbain de la première moitié du XX^{e} siècle est fortement lié à son essor industriel. Lorsque le moulin Baptist entre en fonction vers 1880, il se bâtit environ 80 maisons sur les rives de la rivière Saint-Maurice. Avec l'implantation de la *St. Maurice Paper*, on voit s'ériger un quartier de contremaîtres et d'ouvriers qualifiés anglophones aux abords de l'usine. Par ailleurs, on dit souvent que la paroisse Sainte-Famille est née grâce à la *Tidewater Shipbuilders* qui amène plusieurs travailleurs à s'installer dans ce coin de la ville.



Groupe d'employés du service de tramway entre Cap-de-la-Madeleine et Trois-Rivières dans le premier tiers du XX^{e} siècle. (Collection privée Gaston Latour)

Cette croissance de la population, qui quadruple entre 1901 et 1921, incite les autorités locales à hâter l'électrification, le développement des services publics et l'ouverture de nouvelles voies de circulation. En 1903, le conseil municipal donne à la *North Shore Power Company* de Trois-Rivières le privilège d'installer le matériel nécessaire pour alimenter la localité en courant électrique. Certaines familles s'empressent alors de se doter de l'électricité; d'autres patientent encore quelque temps; d'autres encore, tels les résidants du Chemin-du-Passage, n'ont l'électricité

qu'au début des années 1940. Les services et les équipements qui accommodent un petit village rural de 1 400 âmes en 1901 ne conviennent plus à cette ville de plus de 6 000 habitants en 1921. Cette année-là, le système privé de distribution d'eau de la Compagnie d'aqueduc du Cap passe aux mains de la municipalité. En 1922, une vague de chômage touche plusieurs Madelinois, qui seront employés pour entreprendre des travaux d'amélioration aux systèmes d'aqueduc et d'égout. On double de cette façon l'étendue du réseau d'aqueduc pour répondre aux nouvelles exigences résidentielles, industrielles et commerciales. Par le fait même, on améliore considérablement le service de protection contre les incendies.

À mesure que Cap-de-la-Madeleine revêt son manteau de ville, la circulation locale s'intensifie et les échanges avec la capitale régionale, Trois-Rivières, augmentent. Pour le développement rationnel de la ville, on commence à organiser un service de voirie, à prévoir l'entretien et l'ouverture des rues. Ainsi, la rue Notre-Dame est partiellement glaisée et on y construit les premiers trottoirs de bois dès le début du XX^{e} siècle. Ils sont remplacés par des trottoirs de béton vers 1915, alors qu'on en construira sur les autres rues seulement à partir de 1927. L'automobile fait progressivement son apparition sur les artères madelinoises. On doit limiter la vitesse des véhicules à moteur à un fabuleux 6 milles à l'heure en 1914, pas plus de 9 milles à l'heure en 1916! Depuis le deuxième tiers du XX^{e} siècle, Cap-de-la-Madeleine et Trois-Rivières sont successivement reliées par des ponts et des bacs. L'érection d'un pont en acier en 1901 permet la création d'un service de transport en commun avec la ville voisine : l'autobus en 1914, puis le tramway de 1916 à 1932.

Malgré son impact, la crise économique des années 1930 offre de bons côtés, car elle permet, entre autres, d'engager des chômeurs pour effectuer des travaux de pavage. C'est au cours des années 1931-1932 que le territoire Madelinois s'ouvre vers l'intérieur. Les rues Fusey et Saint-Laurent et le

boulevard Sainte-Madeleine deviennent les grandes artères de la ville. La population madelinoise ne cesse de croître et on procède constamment à la subdivision de lots neufs pour la vente. Les nouveaux madelinois sont attirés par l'industrie, le faible taux de taxe foncière et les nombreux terrains résidentiels disponibles. La description du paysage urbain par Prosper Nobert dans son étude économique nous fait virtuellement pénétrer dans le Cap-de-la-Madeleine des années 1950.

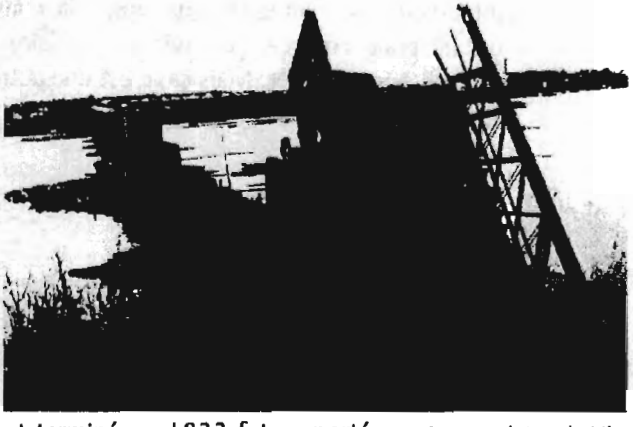
La rue Du Sanctuaire vers les années 1930.

« À la sortie du pont Duplessis, si nous longeons la rivière St-Maurice en empruntant la rue Notre-Dame qui n'est rien de plus qu'un sentier pavé, nous sommes un peu surpris de voir cette longue suite de petites maisons de bois collées sur la rue, presque toutes appuyées les unes sur les autres et faisant face à la rivière [...] Bientôt, nous atteignons la pointe du Cap; le fleuve se montre majestueux, l'aspect s'améliore avec des maisons plus élégantes, moins tassées [...] [En parcourant les grandes artères, vers l'intérieur] le changement est radical; on respire avec plus d'aisance, le gazon y est à l'honneur. Nous pouvons contempler de somptueuses demeures en briques et en pierres taillées auxquelles viennent se joindre deux jolis parcs, rafraîchis par des étangs spécialement aménagés, rue Fusey et boulevard Ste-Madeleine [...] Au nord, un troisième quartier, St-Odilon, beaucoup plus simple mais propre et aéré, s'étend sur la deuxième terrasse, loin des fumées nauséabondes des usines à papier. C'est la haute ville du Cap, quartier résidentiel idéal pour l'ouvrier qui veut devenir propriétaire. On n'y voit que des maisons unifamiliales fort jolies, la plupart en bois et conçues de façon très originale. »

Entre le Cap et les Trois-Rivières : une histoire de ponts

Cela fait cinquante ans cette année que le pont Duplessis, reliant Cap-de-la-Madeleine et Trois-Rivières depuis 1947, s'écroulait : « l'œuvre des Communistes » selon le Maurice Duplessis. Ce pont, le cinquième depuis 1832, n'est pas le seul qui suscita la polémique. Depuis leur existence, les catastrophes semblent s'acharner sur les ponts du Saint-Maurice.

Le premier pont fut construit en 1832 par l'architecte François Normand de Trois-Rivières et Édouard Normand de Québec.



Le pont en bois sur la rivière Saint-Maurice, Trois-Rivières, le 27 octobre 1899, après l'incendie. (Archives du Séminaire de Trois-Rivières Cote : FN-0064-29-01)

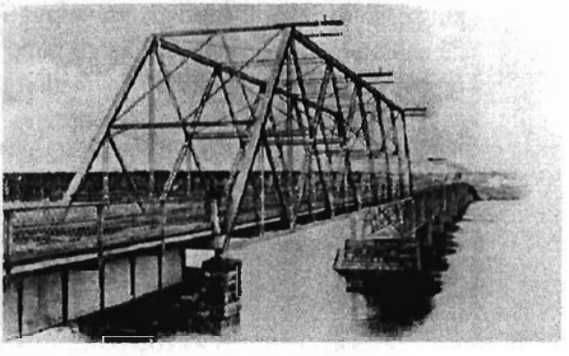
Ce pont payant terminé en 1833 fut emporté par la glace le 5 mai 1836. Des débris furent retrouvés sur les rives de Gentilly, Champlain et Saint-Pierre-les-Becquets. On organisa un service de bac puisque les troubles de 1837-1838 retardèrent la construction d'un nouveau pont. Ce second pont fut probablement érigé en 1842 et fut condamné et fermé par le gouvernement en mai 1874. Dès l'année suivante, la législature fut interpellée pour ériger un nouveau pont sur la rivière. Toutefois, ce n'est qu'en 1877 que les autorités trifluviennes eurent la permission de faire construire un nouveau pont, le troisième. Le gouvernement octroya

15 000 $ pour la construction des deux travées; deux contrats furent par ailleurs donnés à des entrepreneurs indépendants. Livrés en juin 1878, on désigna un gardien rémunéré 12 $ par mois : Édouard Godin remplacé par son fils Alexandre en 1898. Le pont subit plusieurs réparations jusqu'en 1899, alors qu'on songe à le rebâtir. Les autorités furent presque exaucées puisqu'un incendie le ravagea le 27 octobre de cette année. On ignore s'il s'agit de l'insouciance d'un fumeur ou même d'une étincelle provenant d'un bateau; on sait cependant que cette hécatombe entraîna l'interruption du télégraphe, du téléphone et de l'électricité. De plus, on dut réinstaurer le système de traverse. À partir du printemps 1900, on utilisa un chaland qu'on déplaçait le long d'un fil de fer.

Étant donné les contraintes que posait la construction d'un nouveau pont en bois, on décida de faire construire le quatrième pont en acier. Mais ça, c'est une autre histoire...

LES PONTS
sur la rivière Saint-Maurice :
une question économique

Lorsque le gouvernement ferma le deuxième pont sur la rivière Saint-Maurice en mai 1874, plusieurs voix s'insurgèrent; d'autant plus qu'on y voyait pas de solution à court terme. À l'époque, le *Journal des Trois-Rivières* déplore l'impact économique de cette fermeture : « [...] nos marchés ont cessé d'être approvisionnés par plusieurs paroisses avoisinantes. Le prix des denrées s'est élevé d'un tiers au-dessus du taux courant et nos commerçants ont perdu des milliers de piastres ». On réclama, non pas un, mais deux services de traverses : « l'une à l'ancien passage au-dessus des ponts, l'autre entre la pointe du Cap et cette ville à l'embouchure du St-Maurice ». La première devait servir aux gens de la paroisse de St-Maurice, de Mont-Carmel et de St-Narcisse, l'autre pour les cultivateurs installés sur la rive du fleuve. La situation était d'autant plus dramatique qu'une partie des produits agricoles madelinois et des paroisses rurales avoisinantes s'était écoulée sur les marchés de la rive-sud.



Le pont sur le Saint-Maurice au début du XX[e] siècle. P.F. Pinsonneault, photographe. (Archives du Séminaire de Trois-Rivières, cote : FN-0064-29-18)

Les pressions du conseil municipal trifluvien et des populations de toute la région s'accrurent de façon considérable au cours de 1875. Les arguments pour un nouveau pont étaient surtout d'ordre économique : « [...] le public voyageur, disait-on, notamment dans le District des Trois-Rivières, a souffert des torts considérables, spécialement

parmi la classe des agriculteurs qui, en grande partie, ont été empêchés pour cette cause de transporter leurs denrées sur les marchés publics; ce qui a contribué beaucoup à la stagnation du commerce dans la partie nord des Trois-Rivières, et plus spécialement dans le Comté de Champlain et la cité des Trois-Rivières ».

Après de multiples requêtes, les travaux pour la construction d'un nouveau pont se mirent en branle au début de 1877. C'est celui-ci, où il était pourtant interdit de fumer, qui s'envola en fumée en 1899. Dorénavant, on construirait des ponts d'acier. C'est à une compagnie du Connecticut, la Berlin Iron Bridge, que fut accordé le contrat de reconstruction des deux travées pour une somme de plus de $100 000.00 dollars. L'inspection des travaux se fit en novembre 1901 et l'ouverture au public, probablement peu après. Quelques années plus tard, on adapta le pont afin qu'il puisse soutenir une ligne de tramway. Toutefois, on dut la démanteler étant donné la charge supplémentaire que cela représentait, considérant l'augmentation du trafic sur ce pont payant. Ce péage, on le comprend aisément, ne put certainement pas rapprocher Cap-de-la-Madeleine et Trois-Rivières pour autre chose que les affaires.

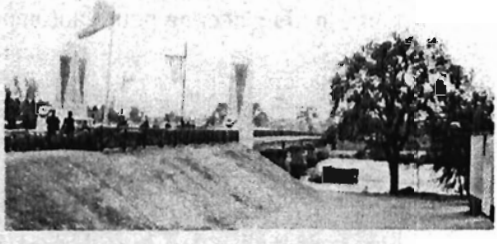
UN CINQUIÈME PONT sur le Saint-Maurice : le pont Duplessis

Pour la plupart d'entre nous, l'histoire de la chute du pont Duplessis est davantage connue que celle de son érection. En effet, le Premier ministre Duplessis annonce dès 1946, la construction d'un nouveau pont entre Cap-de-la-Madeleine et Trois-Rivières, s'inscrivant dans un vaste programme de travaux publics qui prévoit, en outre, des améliorations aux hôpitaux, orphelinats et terrains de jeu de la région. Il s'agit d'un projet de trois millions de dollars réalisé par la firme Dufresne Engineering pour l'automne 1947.

Démolition du vieux pont, partie de Trois-Rivières, vers 1947. (Archives du Séminaire de Trois-Rivières, cote : FN-0064-29-02)

Les autorités trifluviennes manifestent rapidement le désir de nommer le pont en l'honneur du Premier ministre québécois, Maurice Duplessis. Le conseil de la cité trifluvienne le propose en avril 1947 : « [attendu] que la population trifluvienne tout entière, justement fière et reconnaissante, entend s'honorer elle-même en insistant pour que le nouveau pont reçoive un nom qui soit digne d'elle [...] ». Duplessis apprécie le geste : « La fidélité de mes concitoyens au souvenir de mon très regretté père

m'est profondément sensible et j'en suis heureusement ému, au-delà de toutes expressions », écrit-il. D'ailleurs, c'est à lui que revient l'honneur de traverser le pont, le dimanche 21 décembre 1947 à 15h00. On ferme définitivement l'ancien pont de 1901 à ce moment. Le pont est béni en juin 1948 par Mgr Trudel lors d'une cérémonie attirant plus de 20 000 personnes. Dans son allocution, Duplessis en relève les limites symboliques : « [ce pont rapproche] davantage Trois-Rivières et le Cap-de-la-Madeleine, Québec et Montréal, un symbole de coopération et de collaboration où chacun reste maître chez soi cependant ».



L'inauguration du pont Duplessis en décembre 1947.

Peu de gens savent qu'avant de s'écrouler le 31 janvier 1951, plusieurs anomalies s'étaient présentées. En février 1950, par exemple, la section reliant Cap-de-la-Madeleine et l'île Saint-Christophe s'affaisse de quelques centimètres et la circulation ne se fait alors que sur une seule voie. Les camions doivent même faire un long détour en passant par Shawinigan. Moins d'une semaine après, le 3 mars 1950, on découvre une seconde fissure dans la charpente d'acier. De nouveau, on doit le fermer aux véhicules lourds. À ce moment, on attribue ces problèmes au froid, plutôt qu'aux communistes comme on le fera plus tard.

De la Crise
à la Révolution tranquille

De manœuvre à cultivateur : la Crise à Cap-de-la-Madeleine

À la veille de la crise économique des années 1930, Cap-de-la-Madeleine connaît une période de prospérité. Au cours des premières décennies du XX[e] siècle, quelques entreprises viennent s'y établir et la population quadruple entre 1911 et 1931, passant de 2100 à 8748 âmes. Selon Pierre Tessier, de nombreux habitants durant cette période sont devenus « manœuvres, ouvriers ou techniciens ». Toutefois, le krach boursier de 1929 et la dépression qui en découle vient assombrir la situation de plusieurs Madelinois. La municipalité a du mal à percevoir les taxes, de plus, l'une des plus importantes usine, la *Canada Power and Paper* met à pied 450 travailleurs dont plus de 90% habitent Cap-de-la-Madeleine. On est à la recherche de solutions pour en diminuer les effets.

J.-Albert Nadeau, maire de Cap-de-la-Madeleine de 1931 à 1935. (Photo tirée de Maurice Loranger et J.-Edouard Biron, *125 ans de régime municipal au Cap-de-la-Madeleine*, p. 42).

Puisque le secours direct aux chômeurs n'est pas encore institué, la ville et les compagnies instaurent des mesures d'aide. Tessier signale que la *St-Maurice Paper* ouvre un magasin général où elle fait crédit à ses employés sans travail : elle fournit les denrées alimentaires, le bois de chauffage et le charbon nécessaires. La Chambre de Commerce préconise même de mettre des terres à la disposition des infortunés chômeurs pour qu'ils puissent les cultiver. Et bien, la municipalité, à la suggestion de maire J.-Albert Nadeau doit finalement mettre une usine à conserves

en fonction tant les récoltes des 450 nouveaux « jardins-ouvriers » madelinois sont bonnes. De sorte que les nouveaux cultivateurs peuvent vendre dans les marchés locaux l'excédent des 6000 conserves quotidiennes que peut produire la nouvelle usine. Ainsi, de 500 jardins-ouvriers qu'on retrouve à Cap-de-la-Madeleine, on en retrouve plus de 1100 l'année suivante. « Dans un contexte de crise telle que l'a vécue la population madelinoise, affirme Tessier, la formule des jardins-ouvriers tenait un rôle régulateur : elle permettait aux intéressés de travailler pour eux-mêmes et leur donnait le sentiment de propriété ». Entre 1931 et 1941, le chômage entraîne des déboursés de plus d'un million de dollars à la municipalité. La ville cherche néanmoins à abaisser les coûts de ces initiatives en restreignant son aide aux citoyens madelinois de longue date (plus de 3 ans) ou en arrimant ses travaux de voirie aux programmes d'emploi gouvernementaux.

Finalement, l'économie locale connaîtra un second souffle grâce à la Deuxième Guerre mondiale. Plusieurs journaliers qui s'étaient convertis, un temps, à l'agriculture retourneront travailler à l'usine (la *Dominion Rubber Munitions* ou l'*Electric Steel Limited*, par exemple) pour fournir aux pays alliés, le matériel nécessaire à mater les puissances de l'Axe.

De la Crise à la Guerre

À la veille de la crise économique des années 1930, les Madelinois profitent d'un climat plutôt prospère. Au cours des premières décennies du XX^{e} siècle, plusieurs industries voient le jour et la population madelinoise quadruple entre 1911 et 1931, passant de 2 100 à 8 748 habitants. Progressivement les Madelinois ont délaissé leurs terres pour se tourner vers l'usine. Malheureusement, le krach boursier de 1929 entraîne d'importants bouleversements économiques. À Cap-de-la-Madeleine, la grande industrie est durement touchée et des centaines de travailleurs se retrouvent au chômage.

Les pilotes du dernier cours donné à Cap-de-la-Madeleine en 1943. (Collection privée de William Chandler)

Durant ces années, la ville doit prendre en charge le secours direct aux plus démunis. On cherche des solutions pour en diminuer le coût. La *St. Maurice Paper*, par exemple, ouvre un magasin général où elle fait crédit à ses employés sans travail : elle leur fournit, un certain temps, les denrées alimentaires, le bois de chauffage et le charbon. Des terres sont mises à la disposition des chômeurs qui en font des jardins ouvriers. En 1933 on compte entre 600 et 700 de ces jardins à Cap-de-la-Madeleine; en 1935, il y en a plus de 1 100! Les récoltes sont telles qu'on organise une usine

de conserve au marché aux denrées, rue Toupin, à la disposition de ces nouveaux cultivateurs. En plus de diminuer le coût du secours direct, ces jardins offrent les légumes nécessaires pour une année aux « sans-travail » et entretiennent leur goût de travailler. En 1937, le conseil de ville remplace la distribution d'argent aux plus démunis par une série de travaux publics destinés aux chômeurs : l'aménagement de parcs publics, la construction de ponceaux, le prolongement des égouts, le terrassement et le pavage de certaines artères.

Avec l'éclatement d'un second conflit mondial en 1939, l'économie locale connaît un second souffle. Plusieurs des journaliers qui se sont convertis, un temps, à l'agriculture retournent travailler dans les usines de guerre : à la *Dominion Rubber Munitions* (munitions – 1 100 employés), à l'*Electric Steel* (bombes de 500 livres) et à la *Sterling Shirts and Overalls* (chemises militaires). Ce renouveau économique attire de plus en plus d'habitants des campagnes avoisinantes à Cap-de-la-Madeleine. Bientôt, la ville connaît un problème de logement pour héberger toute cette main-d'œuvre. C'est pourquoi la *Wartime Housing Limited*, une compagnie de la Couronne, prend en charge la construction d'une centaine de maisons dans les rues Dorval et Brunelle à partir de 1942. Plusieurs Madelinois travaillent également à l'École élémentaire de pilotage n° 11, sur le site de l'aéroport municipal ouvert en 1928. D'ailleurs, on organise une nouvelle escadrille de Cadets de l'air à Cap-de-la-Madeleine en 1943.

La présence madelinoise sur le front européen prend d'autres formes. Bien sûr, plusieurs Madelinois vont directement se battre en Europe. De ce côté de l'Atlantique, les citoyens prennent une part active au conflit en recueillant des fonds pour l'œuvre de la Croix-Rouge et en participant généreusement aux campagnes d'épargne de guerre, qui servent essentiellement à financer les armées du Commonwealth sur le front. Par ailleurs, une frégate baptisée « Cap-de-la-Madeleine », sortie des chantiers maritimes de

Québec en 1943, assure la sécurité des navires de ravitaillement entre Terre-Neuve et l'Islande jusqu'en 1944.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les industries de guerre sont converties à la production civile. Au cours de cette période, Cap-de-la-Madeleine et ses habitants sont résolument devenus urbains.

LA WARTIME HOUSING LIMITED à Cap-de-la-Madeleine

La Wartime Housing Limited (WHL) est une compagnie de la Couronne qui construisit 26 000 maisons entre 1941 et 1947 pour les vétérans et les travailleurs de l'industrie de guerre au Canada. La mission de la WHL, qui fut créée pour répondre à la pénurie de logement, était de construire, d'acheter, de louer et d'administrer ces logements.

Deux maisons de la WHL en construction en 1942 sur la rue Brunelle ou Dorval. (Société d'histoire du Cap-de-la-Madeleine)

C'est au printemps de 1942 que débutait la construction de la WHL sur les rues Dorval et Brunelle, entre la rue Montplaisir et le boulevard Ste-Madeleine, pour héberger les familles madelinoises qui travaillaient à la *Dominion Rubber Munitions* (1100 employés – maintenant *Corus*), l'*Electric Steel* (rue De Grandmont – l'ancienne *Norton*) ou la *Sterling Shirts and Overalls* (rue Toupin – maintenant le Centre Communautaire de loisirs Jean-Noël Trudel). La WHL désigne alors E.H. Desmarais, agent d'assurance vétéran de la Première Guerre mondiale, administrateur de ces maisons. La candidature du notaire Paul Boucher, lieutenant d'infanterie dans la milice active depuis 1921, **avait** été refusée sous prétexte qu'il était célibataire. **Ce** à quoi le flamboyant maire Roméo Morissette (1941-1945; 1951-1953) avait répondu :

« Et nos deux premiers ministres Mackenzie King et Duplessis, qu'en pensez-vous ? Ce sont deux célibataires. » Mais il n'y a pas que la nomination de l'administrateur qui fit « jaser » à l'époque, le projet en soit fut aussi une excellente source de discussions. Ainsi, le projet de la WHL était de construire 100 maisons à Cap-de-la-Madeleine, 30 petites (deux chambres) et 70 grosses (plus de deux chambres). C'est une firme montréalaise, *Corporation Managment*, qui fut chargée de superviser les travaux : le pré-assemblage dans un hangar local et l'érection des murs principaux. Les travaux de finition (recouvrement, électricité, plomberie, etc.) sont alors exécutés par des entrepreneurs locaux. Les premières familles emménagent finalement à la fin de l'été 1942.

Cet essor inespéré ne fait pas l'affaire de tous et le mécontentement s'exprime de diverses façons. Certains jugeaient ce développement chèrement payé, puisque le montant versé en taxes annuellement par la WHL est estimé à 1410$ alors qu'il en coûtera 6348,41$ à la municipalité pour effectuer des travaux de toutes sortes (aqueduc, égout, amélioration des rues, etc.), sans compter l'engagement d'un constable et d'un pompier supplémentaire, ainsi qu'un nouvel employé de la voirie, pour une somme additionnelle de 2496$. Néanmoins, plusieurs de ces habitations furent achetées par leur locataire et les investissements de la WHL ont permis à Cap-de-la-Madeleine de passer d'une ville de locataires à une ville de propriétaires.

CORUS : de la cigarette aux munitions

La « Reynolds », comme on l'appelait, est un élément typique du paysage madelinois. Nos grands-pères l'ont vu s'ériger, nos pères et nos oncles y ont travaillé, demain, notre fils ou notre petite-fille y seront peut-être employés. Son histoire remonte à la fin des années 1930, alors que l'annonce de son implantation (1938) fouettait l'économie locale durement touchée par la Crise.

Corus à l'époque de l'Aluminium Rolling Mills, nom qu'elle porta entre 1952 et 1955. (Le Nouvelliste, cote N2779).

C'est l'International Foil Limited, filiale d'Imperial Tobacco d'Angleterre, qui en fait l'annonce. L'usine est construite sur un terrain de près de 20 âcres en bordure de la rue Saint-Laurent, l'une des principales artères de la ville. On embauche alors des techniciens formés à la Technical Institute de Shawinigan; par la suite des instructeurs venus de Toronto forment le personnel en place sur les techniques de laminage et d'autres le seront à l'École technique de Trois-Rivières. En effet, l'usine est destinée à fabriquer de minces feuilles d'aluminium servant à l'emballage des cigarettes. Cependant, les contraintes de rationnement en aluminium causées par la

Seconde Guerre mondiale forcent les dirigeants à se tourner vers le traitement du plomb. Ils doivent même cesser toutes les opérations en 1941 et remiser l'équipement. La guerre, qui avait poussé l'usine à la fermeture, est à l'origine de sa relance dès 1942. En effet, la Défense nationale en prend possession pour la vendre à la Dominion Rubber Munitions qui produit des cartouches de 50 mm pour les mitrailleuses. On en fait même l'essai dans un tunnel souterrain. À cette époque, la Dominion emploi plus de 1100 personnes! Cette main d'œuvre, d'ici et d'ailleurs, nécessite la construction d'une centaine d'habitations par la Wartime Housing Limited sur les rues Dorval et Brunelle. La fin des hostilités en Europe en 1945 entraînera l'arrêt de la production et l'usine sera vendue à la Dominion Foils (Canada) Limited pour reprendre et accroître ses activités d'origine.

Avec l'arrivée du nouveau millénaire, l'usine sexagénaire s'est donné un nouveau nom : Corus. Mais plusieurs l'identifie encore comme la « Reynolds », nom qu'elle porta, en tout ou en partie, entre 1955 et 1996.

LE PREMIER AÉROPORT municipal du Canada

Le projet d'un aéroport municipal à Cap-de-la-Madeleine est issu de l'imagination de l'ingénieur Roméo Morrissette en 1926. La ville connaît à l'époque un dynamisme exceptionnel; avec un tel équipement, Cap-de-la-Madeleine peut espérer le meilleur pour l'avenir. Morrissette vend son idée à la Chambre de Commerce qui vient d'être fondée et parvient à convaincre le conseil municipal d'investir dans l'aménagement d'un aéroport « sur le coteau ». D'importants travaux de défrichement et d'aplanissement du terrain sont effectués et permettent l'inauguration du terrain d'aviation le 23 juin 1928, à laquelle assistent plus de 2 000 personnes. Quelques jours plus tard, l'aviatrice allemande Théa Rasche veut traverser l'Atlantique à partir de Cap-de-la-Madeleine, mais son périple s'achève plutôt dans les sapins tout près de la piste de décollage.

La crise économique des années 1930 annonce une période creuse pour le petit aéroport. En 1940, la Cité loue l'aéroport au gouvernement canadien pour qu'on y installe une école de pilotage. Le ministère de la Défense nationale dépense plus de 200 000 $ pour l'aménager et y ériger de nouveaux bâtiments. L'École élémentaire de pilotage n° 11 de Cap-de-la-Madeleine, qui compte parmi les 30 écoles ouvertes à travers le Canada à cette époque, formera plus de 2 500 pilotes du Commonwealth jusqu'en 1944.

Le *Group Captain* Gabriel Taschereau décrit ainsi son séjour à l'École élémentaire de pilotage n° 11.

« *À cette base, il existait toujours un minimum de discipline, mais nous étions libérés des exercices de drill, ainsi que du harcèlement intempestif de sous-officiers débordants de zèle. Cependant, il y avait toujours du salpêtre dans notre gruau du matin.*

Nous étions évidemment des débutants en pilotage et, dans le but de nous épargner les inconvénients résultant de la turbulence due à la chaleur du jour – nous étions alors en juin – , on nous faisait lever à quatre heures du matin, afin de profiter de l'air calme précédant le lever du soleil. Nous grimpions alors dans le ciel, en compagnie d'un moniteur chevronné, en espérant que ses qualités de pilote n'étaient pas trop amoindries par ses libations de la veille. »

Le ministère des Munitions et des Approvisionnements décide de fermer l'aéroport en février 1944 malgré les vives protestations du conseil municipal. Roméo Morrissette, l'instigateur du projet, est alors maire de Cap-de-la-Madeleine. L'aéroport sert un temps à des clubs de pilotage mais présente de moins en moins d'intérêt : les activités qui s'y déroulent sont de plus en plus sporadiques. En 1952, le maire Morrissette se rend à l'évidence : « L'aéroport est mal situé et trop petit. » Il propose donc d'utiliser ces vastes terrains à des fins industrielles. Le site est effectivement converti en parc industriel dès 1962.

La Légion Canadienne rend hommage aux braves disparus

C'est le 27 septembre 1953 que fut dévoilé le monument à la mémoire des soldats madelinois morts au champ d'honneur, sculpté par l'entreprise de monuments Roland Lavoie Enr., et situé dans le parc Des Chenaux à Cap-de-la-Madeleine. Initiative de la Légion Canadienne locale, cet événement donna lieu à des manifestations militaires importantes au cours d'un dimanche plutôt maussade. Un défilé se mit en branle vers 13h45 en partance de l'Académie du Sacré-Cœur, rue Loranger, pour se diriger au « cénotaphe ». Le dévoilement, un peu plus d'une heure après, fut effectué par le maire de l'époque, André Julien, aidé par le président de la Légion Canadienne, Léo Caron. Ils retiraient ainsi le drapeau britannique, l' « Union Jack », qui avait causé, quelques jours auparavant, un petit incident au conseil de ville. En effet, le Canada ne disposant pas encore d'un drapeau officiel, le maire avait proposé d'utiliser le « Red Enseign » utilisé par la Marine plutôt que l'emblème de la Grande-Bretagne. Finalement, plus d'un drapeau flotta au-dessus du monument, dont celui du Québec. D'ailleurs dans son discours, le maire André Julien fit remarquer « la délicate pensée [de la Légion Canadienne] d'avoir laissé flotter sur le monument le même drapeau qui flotte dans la capitale de notre pays, drapeau qui est

Dévoilement du monument des braves par le maire André Julien et le président de la Légion Canadienne, Léo Caron. (*Le Nouvelliste*, cote : N 3446).

accompagné de celui de chez nous et qui porte la croix et la fleur de lys ».

De toutes façons, les considérations politiques avaient bien peu d'importance pour cette foule de personnalités madelinoises et de représentants militaires haut-gradés venus saluer, une dernière fois, ces héros des deux guerres mondiales. « Nous devons être fiers, déclara le maire, de nos soldats qui, par leur héroïsme, sont devenus célèbres en combattant sur tous les champs de bataille ». Sur la même tribune, l'abbé Roland Lemire soulignait : « L'Église veut considérer ces héros comme des fils, morts pour le devoir car ils ont combattu pour la paix ». Les manifestations entourant le dévoilement se poursuivirent au terrain de l'aéroport, à l'endroit même de l'Académie Les Estacades actuelle. La foule qui s'y était massé eut droit à l'exécution de manœuvres militaires, ainsi qu'à un concert donné par les trois corps d'armée. Cette journée donna lieu à une démonstration de solidarité et de compassion comme on en voit peu de nos jours, alors que la violence et la guerre autour du globe impliquent quotidiennement plusieurs Madelinois et Madelinoises.

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE à Cap-de-la-Madeleine : près d'un siècle d'histoire

La police municipale à Cap-de-la-Madeleine a moins de cent ans. Son développement au cours du XX[e] siècle suit l'évolution urbaine de la municipalité madelinoise. On assiste, au début des années 1900, à l'organisation primitive d'une force constabulaire afin de pourvoir à des événements spéciaux. La municipalité de paroisse de Ste-Marie du Cap-de-la-Madeleine devient ville en 1918 et doit assurer la sécurité publique. Cette ère d'organisation et de définition du rôle du corps policier fait place à une ère de modernisation dès 1967 avec la construction du nouveau poste de police. Voyons, à partir des informations recueillies dans la presse et les ouvrages historiques connus, comment la police madelinoise a évolué depuis 100 ans, et quels policiers, à chaque époque, se sont distingués par leur zèle ou leur courage.

La naissance d'un service de police (1903-1918)

Au début du XX[e] siècle, Cap-de-la-Madeleine n'est qu'un village rural qui compte moins de 1 500 habitants. La municipalité n'est pas très riche, aussi hésite-t-elle à constituer un service de police. Elle opte plutôt pour engager, comme plusieurs municipalités à l'époque, un « constable » lors d'événements spécifiques. Sans formation mais certainement doté d'un bon jugement, il se charge, entre autres, de garder l'ordre lors d'élection locale, de célébrations. Les procès-verbaux du conseil municipal mentionnent à quelques reprises les noms de Gédéon Lottinville, Lacasse Lord et François Martel. Ces trois constables seront d'ailleurs réunis pour maintenir la paix lors des festivités de la St-Jean-Baptiste en 1911. Ils surveillent les routes et vérifient l'enregistrement des charretiers, font

respecter les heures d'ouvertures des commerces et le règlement de prohibition de la municipalité.

Service de protection contre les incendies dans les années 1930.

L'utilisation grandissante de l'automobile incite le conseil municipal à réglementer la vitesse. En 1914, des affiches placées à chaque extrémité de la municipalité rappellent aux conducteurs de véhicules à moteur ou à chevaux qu'ils ne doivent pas excéder 6 milles à l'heure. Cette limite est portée à 9 milles à l'heure en 1916. Comme le constate un observateur, « un bon coureur y gagnait de se balader à pied! »

En ce début de siècle, devenir policier constitue presque un apostolat. En 1917, Lacasse Lord est engagé à 100 $ par année. Il devient le premier policier madelinois à porter l'uniforme. Lord devient chef de police en 1918 et son salaire est porté à 900 $ annuellement (et deux uniformes), soit environ 3.00 $ par jour; c'est un salaire quotidien équivalent à un journalier de la construction ou un peintre à Trois-Rivières à la même époque, mais c'est nettement moins qu'un briqueteur (5.40$) ou un tuilier (5.00 $). De plus, le nouveau chef de police doit répondre des urgences à partir de chez-lui! En effet, le conseil municipal demande à la Compagnie Bell Téléphone d'installer un appareil chez Lord, et également chez Arthur Paquette, le second constable engagé en 1918. La création de la nouvelle ville de Cap-de-la-Madeleine cette année-là ainsi que l'essor démographique important du début du siècle donneront un nouvel élan à l'organisation d'un corps de police et de pompiers.

Une ère de changement (1919-1967)

Entre 1901 et 1921, la population madelinoise est passée de 1 464 à 6 738 habitants. De nombreuses maisons en bois ont été construites le long de la rue Notre-Dame, là où s'établissent les industries. La criminalité est croissante, mais surtout les risques d'incendies. C'est ainsi qu'on érige une « Station des pompes » sur la rue Notre-Dame en 1919, l'Hôtel de ville actuel. La construction de cet édifice, qui marque un tournant dans l'organisation du service d'incendie et du maintien de l'ordre à Cap-de-la-Madeleine, est dirigée par l'entrepreneur Wilbrod Rousseau au coût de 11 300 $. On procède également à l'achat d'un camion-auto pour le chef de police, Lacasse Lord. Ce dernier peut désormais loger dans un appartement aménagé à même la « Station » à l'étage. On retrouve, au rez-de-chaussée, les voitures et les équipements du service de police et d'incendie, dont une voiture à échelle (3 800 $) et un « char-combinaison » pour boyaux et produits chimiques (4 030 $) acquis par la Ville en 1920. L'amélioration continuelle de l'équipement durant cette période, combinée à la disparition graduelle des habitations en bois, fait en sorte que le nombre d'incendie et la valeur des pertes chutent.

Les camions du service d'incendie de Cap-de-la-Madeleine en 1953.

Dans les années 1920, les policiers sont particulièrement versatiles : ils s'occupent de tout et sont parfois l'objet d'étranges expériences. Ainsi, le conseil municipal sera à l'origine d'une première affaire d'infiltration en demandant « qu'un policier secret soit engagé pour surveiller les établissements qui vendent des liqueurs en contravention à loi ». Un constable spécial, Léon Letellier, attitré au chantier

de construction navale de la *Tidewater Shipbuilders ltd.*, ne reçoit aucune rémunération autre que ce qu'accorde le juge pour les arrestations. Pour sa part, le chef de police Lord devra inspecter les boulangeries et veiller à ce que le pain qu'on y produit soit du poids réglementaire. Ce n'est donc pas la violence et le désordre général dans la municipalité qui exigent le plus dans le travail des policiers. Le rapport mensuel de mai 1921 révèle que la sécurité publique est surtout occupée à signaler aux citoyens leur arrérages de taxes d'eau (40), à dénoncer la malpropreté de certaines propriétés (11) ou à intervenir auprès des enfants qui jouent à la balle dans la rue (6)[1]. Ce document nous révèle également que le salaire mensuel des constables est passé à 124.00 $. C'est le salaire gagné par Urcisse Normandin, futur chef de police.

Urcisse Normandin marque certainement le corps policier madelinois au cours de cette période. Constable depuis les années 1920, Normandin gravit les échelons et devient un chef de police respecté vers 1925. Il démontre son courage plus d'une fois au cours de son mandat. En 1928, il fait une violente sortie dans les journaux contre les automobilistes de Cap-de-la-Madeleine, de Trois-Rivières et d'ailleurs, qui « font de la vitesse dans les rues ». « Nos constables, confient-ils à un journaliste du *Nouvelliste*, s'aperçoivent depuis quelque temps que nos rues semblent servir de pistes de course à maints chauffeurs oublieux des règlements de la circulation [...] Nous ne tolérerons plus qu'on mette en danger la vie des piétons ou des conducteurs de voitures »[2]. Normandin manque perdre la vie lors d'un incendie dans un restaurant madelinois en 1929. « Sans son endurance et sa force physique, souligne *Le Nouvelliste*, le chef Normandin aurait certainement succombé dans l'épaisse fumée et dans les flammes qui ravageaient la maison ». À peine sorti du bâtiment en flamme, le chef de police aurait alors repris le combat contre l'incendie. Il s'illustre de nouveau en mars 1929, alors qu'il sauve, lui et son équipe de pompiers, une

[1] *Le Nouvelliste*, 7 juin 1921.
[2] *Le Nouvelliste*, 23 mai 1928.

mère et quatre enfants dans un incendie qui détruira un magasin et quatre logements. Lors de son décès à l'automne 1939, plusieurs dignitaires conduiront le dévoué chef de police à son dernier repos. « L'Union musicale du Cap-de-la-Madeleine assistait en corps aux obsèques et exécuta quelques marches funèbres durant le trajet. Dans le cortège, avaient pris place les zouaves et les jeunes croisés eucharistiques. On y voyait aussi un détachement de la police provinciale ainsi que plusieurs constables de la police des Trois-Rivières en uniforme »[3]. C'est dire comment l'homme était estimé de tous.

Le travail de prévention des policiers a certainement un effet dissuasif sur les contrevenants. Le chef de police Normandin souligne qu'il a reçu 62 plaintes au cours de l'année 1938 : 20 plaintes sont suivies d'arrestations dont 17 par mandats et 3 arrestations à vue, de plus 17 sommations ont été signifiées aux citoyens. Les causes des arrestations sont diverses et reflètent une faible activité criminelle : vol (3), refus de pourvoir à leur famille (3), insultes (5), vagabondage (2), assaut sur la personne (2), ivresse et tapage (1), troubler la paix publique (3), avoir tenu une maison de débauche (1), colporteur sans licence (4), commercer sans permis (10), refus de payer leur taxi (3)[4].

Le corps de police madelinois en 1966.

Les années de guerre verront les effectifs policiers s'accroître considérablement : de 4 constables en 1939 à 18 en 1945. L'usage grandissant de l'automobile dans la cité madelinoise explique en partie le développement extraordinaire du service de sécurité publique. On dénombre davantage d'accidents

[3] *Le Nouvelliste*, 2 novembre 1939.
[4] *Le Nouvelliste*, 28 janvier 1939.

d'automobiles, de constats d'infractions, de vols de véhicules dans l'après-guerre. À la « Station des pompes », devenue officiellement l'Hôtel de ville en 1922, on apporte quelques changements mineurs. Le rez-de-chaussée sert toujours à loger les services de police et de pompiers, mais on détruit l'écurie adjacente qui servait à abriter les chevaux qui tiraient les premiers véhicules contre les incendies.

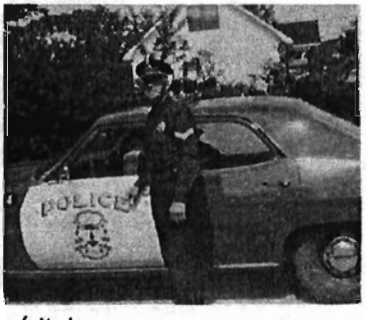
À partir des années 1950, le service de police connaît une importante période d'organisation. On fonde, en 1955, l'association des policiers de Cap-de-la-Madeleine : elle compte ... membres. Cette association est constituée en syndicat professionnel à partir de 1963. En 1966, l'association des policiers-pompiers de Cap-de-la-Madeleine se joint à la Fédération des policiers-pompiers municipaux du Québec. Cette période de changement atteint son paroxysme avec l'érection d'un poste de police indépendant en 1967.

La modernisation de la sécurité publique (1967 à nos jours)

L'élection du maire J.-Réal Desrosiers à l'Hôtel de ville amène un vent de changement et de modernisation sur toute la ville qui compte désormais plus de 30 000 habitants. L'organisation du service de police n'échappe pas aux transformations. En effet, c'est au mois de décembre 1967 qu'est inauguré le nouveau poste de police au 350, rue Rochefort. On met à la disposition des policiers-pompiers une flotte de nouveaux camions-incendie : 2 autos-pompe ainsi qu'un camion-échelle (100 pieds). À cette époque, les effectifs sont constituées de trois équipes de douze policiers chacune. En 1992, on procède au renouvellement de la flotte des camions incendie : une auto-pompe d'une puissance de 1050 gpm, une seconde auto-pompe de 1050 gpm (1998) et un nouveau camion-échelle (2000) Des rénovations considérables, au coût de 1,2 million $ seront effectuées au poste de police en 1996.

La prévention demeure un aspect important du service de sécurité publique madelinois. Ainsi, on procède à la mise en place d'un plan des mesures d'urgence dès 1971. En 1991,

ce plan subit une mise à jour importante, supervisée par Yvan Blouin, à titre de coordonnateur, et le Lt. Pierre Duguay agissant comme conseiller technique. Dans cet ordre d'idée, on instaure le service d'urgence 9-1-1 en 1996. À ce jour, 43 municipalités périphériques jouissent également de ce service. Par ailleurs, le service de sécurité publique de Cap-de-la-Madeleine est étendu aux municipalités de Saint-Louis-de-France et Sainte-Marthe-du-Cap en 1998.



Un officier du corps de police devant son auto patrouille en 1975.

Depuis les années 1960, plusieurs policiers-pompiers se sont distingués. En 1977, les agents Robert Veillet et Jean-Claude Demontigny reçoivent une citation au mérite pour avoir sauver la vie d'une personne qui tentait de mettre fin à ses jours en novembre 1976. L'agent Gilles Demontigny reçoit une médaille pour action méritoire en 1978 pour avoir sauver la vie d'une femme et de son enfant lors d'un incendie en avril 1977. En 1987, on accorde une citation au mérite aux agents Yves Goyette et Roland Brouillette pour avoir désarmé un individu qui menaçait des citoyens sur la rue Fusey en août 1986. L'agent Charles Loranger reçoit une médaille pour action méritoire en 1992 pour avoir sauvé la vie d'une femme lors d'un incendie survenu à l'été 1989.

La modernisation n'est pas seulement celle des équipements et des services; elle touche également le personnel. En 1981, le poste de préposé aux communications est attribué à des employés civils. Dès 1986, les policiers doivent modifier leurs habitudes : ils rédigent dorénavant leur rapports journaliers sur l'informatique. Depuis juin 2000, le service de sécurité publique compte dans ses rangs les premières femmes policières permanentes à Cap-de-la-Madeleine : Ann Bertrand et Stéphanie Marion. Le directeur de police actuel, Jean-Marie Jodoin, nommé en 1984, est vraisemblablement le dernier « chef de police » de Ville de Cap-de-la-Madeleine,

considérant la fusion éminente avec Trois-Rivières. Aujourd'hui, le corps policier madelinois compte 67 membres.

Depuis près de 100 ans, des dizaines d'hommes, et depuis peu, des femmes, ont fait de la protection de leurs concitoyens leur profession. L'évolution remarquable du service de sécurité publique de Cap-de-la-Madeleine a scrupuleusement suivi l'essor démographique de la ville. Les qualités du « chef de police » et de ses « constables », très différentes au début du XX^{e} siècle, ont instauré une tradition d'excellence au sein de ce corps de police presque centenaire qui se prolonge au siècle suivant.

De « L'Avenir du Cap » à « Nos Droits »

La croissance extraordinaire que connaît Cap-de-la-Madeleine au début du 20e siècle pousse plusieurs hommes publics à s'intéresser aux affaires locales et à donner publiquement leurs avis sur les multiples facettes du progrès. Il est d'ailleurs peu étonnant que le premier journal local ce soit intitulé « L'Avenir du Cap ». En effet, dès 1935, Roméo Morissette, ingénieur, ex-conseiller municipal (1932-1934) et futur maire de Cap-de-la-Madeleine (1941-1945 et 1951-1953), fonde « L'Avenir du Cap ». « Le journal, souligne-t-il à l'époque, sera entièrement consacré à défendre les intérêts de ma ville. Ce sera un journal d'idées. Il comportera une page pour les nouvelles présentant un caractère essentiellement local. Chaque paroisse aura sa rubrique spéciale ». En 1940, le journal est tiré à 2500 exemplaires distribués gratuitement chaque mercredi. Ironie du sort, « L'Avenir du Cap » sera racheté par le maire de Trois-Rivières, J.A. Mongrain, en août 1951. On connaît les convictions du célèbre maire trifluvien à l'égard de Cap-de-la-Madeleine; d'ailleurs « L'Avenir du Cap » devient « L'Avenir de la Mauricie »!

En-tête du journal « Nos Droits », publié entre 1948 et 1964.

Entre-temps, Maurice Bellemare, député de l'Union Nationale dans le comté de Champlain, fonde le journal « Nos Droits ». L'hebdomadaire publié à partir de 1948 était distribué non seulement à Cap-de-la-Madeleine, mais dans tout le comté. Clairement établi pour défendre les positions du gouvernement duplessiste, Maurice Loranger, un membre fondateur de la Société d'histoire, en fait un journal

indépendant lorsqu'il l'acquiert en 1962. Cependant, la publication de « Nos Droits » cesse en 1964.

L'expérience de ces deux journaux madelinois témoigne bien d'un souci de renseigner les citoyens sur les affaires locales durant cette ère de croissance et de grands projets de développements. L'avènement de la télévision, la prolifération des médias et la vitesse des communications ont certainement, ici comme ailleurs, modifié l'intérêt et le rapport du citoyen à l'information, d'où la disparition des journaux locaux.

LES DEUX MAURICE
terminent leur campagne *dans la cité mariale*

En juillet 1952, le Premier ministre Maurice Duplessis se présente pour la huitième fois devant les électeurs trifluviens. À l'ombre des événements entourant la chute du pont qui porte son nom, le chef mène une campagne sur la moralité. Cette campagne se terminera en un haut lieu des bonnes mœurs : Cap-de-la-Madeleine, la Cité mariale. D'ailleurs, Duplessis y compte un précieux et coriace collaborateur depuis les élections de 1944 : Maurice Bellemare. L'historien Robert Rumilly souligne que Bellemare « n'a pas son pareil – hormis Duplessis – pour arrêter un collègue embarrassant… ».

Maurice Bellemare en compagnie du maire J.-Réal Desrosiers, Mgr Pelletier et J.A. Mongrain. (Source : Sr Simone Gareau, *Quand le passé se fait présent*, Trois-Rivières, Centre de bénévolat du Trois-Rivières Métropolitain, 1990, 248 p.)

Deux semaines avant l'élection, l'hebdomadaire *Nos droits*, «organe du comté de Champlain » fondé par Bellemare en 1949, titre « Triomphe décisif assuré », s'en prenant à J.A. Mongrain qui aurait eu des démêler avec la justice pour des histoires de vente d'alcool. À l'époque, Bellemare se targue d'être « abstinent total ». Ainsi, le 15 juillet 1952, la veille du scrutin, Maurice Duplessis termine sa campagne à l'école Pierre-Boucher, alors que l'assemblée devait avoir lieu au parc de l'hôtel de ville, la température ayant eu raison des organisateurs. Une assemblée qui s'est terminée à minuit, le

Premier ministre Duplessis, présenté par le maire Roméo Morissette, étant le dernier orateur d'une série de douze parmi lesquels le député de Champlain, Maurice Bellemare et Jean-Louis Baribeau, président du conseil législatif. S'exprimant dans un style coloré, Duplessis prend ainsi la parole : « À toutes les élections, a-t-il dit, il me fait plaisir de traverser le St-Maurice pour venir voir mon ami Maurice. C'est la Mauricie plus que jamais puisque nous avons amené avec nous le grand Maurice de Montréal (Maurice Richard). »

Maurice Bellemare, qui le précédait, avait souligné le tricentenaire célébré en 1951. « Ce sont des faits historiques qui se déroulent au Cap, ce soir. Nous allons avoir tout à l'heure la présence du Premier ministre, l'honorable Maurice Duplessis. Ceci est pour vous démontrer combien il estime et honore les gens de mon comté. Le chef du parti libéral a préféré aller à St-Tite plutôt que de venir dans notre ville trois fois centenaire. Demain, vous préférerez voter Bellemare qui est toujours avec vous et y restera longtemps encore. » Cette visite faisait sans doute partie d'un effort mesuré de Duplessis auprès de citadins, alors qu'il savait que son parti, l'Union Nationale, avait de solides appuis en campagne.

À l'élection générale de 1952, l'Union Nationale est maintenue au pouvoir, avec une majorité réduite, mais encore très large : elle perdra 14 comtés aux mains du parti libéral (68 contre 23). Dans le comté de Champlain, Maurice Bellemare triomphe : il obtient 52,9% du vote des électeurs inscrits, un pourcentage plus ou moins constants jusqu'à ses dernières élections en 1966.

L'ÉDUCATION

De « l'ignorance des jeunes » à « la pépinière d'éducatrices »

Pour une petite collectivité de cultivateurs pauvres, parfois endettés, qui souffre de l'absence d'un curé résidant, organiser l'éducation de la jeunesse relève du défi. Une première école aurait ouvert ses portes peu après la Conquête anglaise (1760), mais dut fermer en l'absence de financement du gouvernement; une autre fut probablement érigée au début du XIX[e] siècle. Cependant, l'éducation des jeunes s'y faisait sans ressources et dans de pénibles conditions.

Les élèves de la classe de sœur Blandine, Fille de Jésus, en 1913. (Collection privée Paul Saulnier)

Le gouvernement du Canada intervient en 1845 en créant la Commission scolaire de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine. En 1885 on dénombre 288 enfants d'âge scolaire, c'est-à-dire entre sept et quatorze ans. Toutefois, la fréquentation des quatre écoles « n'est pas du tout satisfaisante », selon le curé Duguay. Plusieurs enfants désertent les classes pour travailler à la manufacture d'allumettes, qui en emploie une centaine sur plus de 200 employés. L'éducation n'est pas encore une priorité pour ces habitants qui manquent de tout. D'ailleurs, la vie n'est pas simple pour les enseignantes laïques et les religieuses qui exercent leur métier dans des conditions misérables.

La Première Guerre mondiale (1914-1918) marque un tournant majeur dans l'histoire de l'éducation à Cap-de-la-Madeleine. L'industrie croît de façon extraordinaire et la ville nouvelle accueille une population sans cesse grandissante. Entre 1913 et 1968, alors que la population passe de 3 400 à plus de 30 000 habitants, vingt-et-une nouvelles écoles

sont construites et sept sont agrandies. Cela dit, le développement du système d'éducation se fait surtout grâce à l'apport des communautés religieuses.

Les Filles de Jésus, arrivées à Cap-de-la-Madeleine en 1903, prennent immédiatement en charge les classes situées tout près de l'église. En 1908, elles fondent le Pensionnat Notre-Dame du Cap, reconnu École ménagère régionale en 1930. De plus, elles enseignent dans presque toutes les écoles madelinoises.

La construction de l'Académie du Sacré-Cœur en 1920, qui coïncide avec l'implication des Frères du Sacré-Cœur dans les institutions madelinoises, amorce une nouvelle étape dans l'organisation scolaire locale. En effet, Cap-de-la-Madeleine ne compte alors que trois vieilles écoles en bois; en tout, dix-neuf classes dont sept dans des résidences privées. L'érection de l'Académie, la seule en béton armé entre Montréal et Québec, soulève de vives protestations quant à son coût. Le « château », comme ses détracteurs l'appellent, cause même la démission de deux commissaires.

D'autres institutions dispensent l'enseignement professionnel et supérieur. L'École des Arts et Métiers, créée en 1948, répond à un besoin en main-d'œuvre spécialisée commandé par l'industrialisation récente. Une autre institution de formation professionnelle, l'École commerciale Martel, aujourd'hui l'École commerciale du Cap, voit le jour en 1951. Elle initie à l'époque les jeunes filles au secrétariat et à la comptabilité. Dès 1949, les Filles de Jésus forment des enseignantes à l'École Normale Val-Marie, jusqu'en 1967.

Malgré ses débuts difficiles, l'éducation connaît un essor remarquable à partir du XX^{e} siècle avec des maisons d'enseignement adaptées aux besoins de l'époque. L'arrivée de communautés religieuses, travaillant sans ressources, souvent avec zèle et dévouement, vient donner un peu d'oxygène à l'organisation scolaire alors embryonnaire. On retrouve, au début des années 1950, un réseau d'enseignement qui va de l'école primaire pour les jeunes à l'école normale qui sert à la formation des maîtres.

GRANDE OUVERTURE
de l'Académie Pierre...
« Débouler »

La plupart des écoles madelinoises furent construites avant 1960. En effet, la forte croissance démographique dans la première moitié du XX[e] siècle (6738 habitants en 1921 à 26 925 en 1961!) crée l'urgent besoin de fournir un enseignement adéquat aux plus petits citoyens. Ainsi, s'amorce une période d'érection de bâtiments scolaires, au fur et à mesure que les paroisses accueillent de nouveaux paroissiens. Les écoles St-Joseph (1919) St-Thomas (1922) sont déjà construites lorsque la paroisse St-Lazare est érigée en 1927. Mais bientôt les locaux s'avèrent insuffisants, et la Commission scolaire est dans l'obligation de louer une maison privée pour permettre l'enseignement des Frères du Sacré-Cœur.

L'Académie Pierre-Boucher après l'effondrement, 25 décembre 1941. (*Le Nouvelliste*, cote : N 2688)

On entreprend donc, dès 1941, la construction d'une nouvelle école : l'Académie Pierre Boucher (rue Dorval). Quelle n'est pas la surprise des citoyens de constater, au matin de Noël 1941, qu'une partie de leur école dont l'érection progressait, s'est effondrée. « [Cette] section de l'école, souligne un journaliste, forme un amas de débris où l'on peut

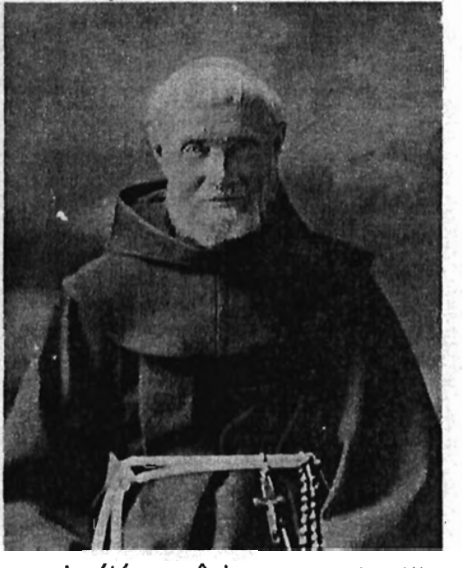
voir toute tordue l'armature d'acier qui entra dans la construction de la charpente de béton armé ». Bien que personne ne soit témoin de ce « désastre », on date l'événement vers une heure quarante du matin, puisqu'un paroissien sortant de l'église avec le Frère Philadelphe se rappela avoir entendu un bruit, qu'il crut être un morceau de glace tombant du toit de l'église. Au premier abord, l'entrepreneur responsable de la construction, Alphonse Dévost, estime que l'écroulement est dû au dégel, pour ainsi dire au poids accru de la neige humide qui s'est accumulée sur la structure. Dès le 26 décembre, les architectes ayant conçu les plans, Amyot, Boucher et Rinfret de Québec, viennent évaluer les dégâts et les causes de cet effondrement. On prévoit également de mettre la partie encore intacte à l'épreuve, en la chargeant lourdement de sacs de sable, pour évaluer la solidité de la structure.

Vraisemblablement, ces examens s'avérèrent concluants puisque l'Académie Pierre Boucher ouvre ses portes le 1er septembre 1942. Le Frère Théode, directeur de la nouvelle école, accueille ses premiers élèves dans les dix classes que compte l'école. L'Académie Pierre Boucher recueille ainsi les classes d'enseignement supérieur (9e à 12e années) autrefois à l'Académie Sacré-Cœur. Dans l'esprit de plusieurs anciens paroissiens, le « désastre » de Noël 1941 consacra le sobriquet d'Académie Pierre « Déboulé » que certains plaisantins donnèrent à l'école.

L'ESSOR
du Sanctuaire marial

LE BON PÈRE FRÉDÉRIC : de Ghyvelde à Cap-de-la-Madeleine

Né le 19 novembre 1838 à Ghyvelde, Frédéric Janssoone est Français d'origine flamande. C'est à l'âge de 23 ans, au décès de sa mère, que Frédéric, à l'instar de ses frères Pierre et Henri, envisage une vie ecclésiastique. Refoulé par les Trappistes qui n'ont pas cru, à l'époque, à sa démarche spirituelle, l'ex-commis-voyageur marche sur les traces de François d'Assise. Il prononce ses vœux solonnels le 26 décembre 1868. Le Frère Frédéric est non seulement très fervent, c'est un chercheur méthodique en plusieurs domaines : philosophie, histoire, géographie, astronomie, botanique, architecture, peinture; c'est un humaniste ! On lui confère le sacerdoce le 17 août 1870 : il a 31 ans. Après avoir été aumônier militaire, Supérieur, apprenti-prédicateur, constructeur d'église, vicaire custodial, c'est chargé d'établir un commissariat de la Terre Sainte au Canada (d'où il quêtera pour les Lieux-Saints) qu'il s'embarque vers l'Amérique en 1881.



Le Père Frédéric (1838-1916). (Archives du Notre-Dame du Cap)

Dans la région de Québec depuis son arrivée, auprès de son ami l'abbé Léon Provancher, c'est son discours sur « la grande plaie du libéralisme » qui l'amène dans notre région. Ignorant les luttes politiques canadiennes qui opposent conservateurs et libéraux, il se met soudainement à dos de

nombreux partisans, ainsi qu'un certain nombre de personnages influents. Ses paroles créent un tel remous que l'Archevêque, Mgr Taschereau interdit la prédication au Père Frédéric. Selon Romain Légaré et Constantin Baillargeon, c'était « le pépin providentiel qui devait conduire le serviteur de Dieu au Cap-de-la-Madeleine [...] ». C'est que Mgr Laflèche était un ami de l'abbé Provancher, celui-là même qui avait accueilli le Père Frédéric au Canada, et condamnait le libéralisme. Dès son arrivée à Trois-Rivières, le 24 novembre 1881, le serviteur de Dieu reprenait la prédication : il prendra la parole à une centaine d'occasion en cinq semaines!

À l'automne 1881, au terme de quatre mois de prédications épuisants, il fait la connaissance de l'abbé Luc Désilets au presbytère de Cap-de-la-Madeleine à l'automne 1881. La plupart des gens qui l'ont rencontré sont immédiatement tombés sous son charme mystique. Il est canonisé d'avance par ses proches qui reconnurent en lui un saint dès ses premiers pas en sol madelinois. Déjà, on lui associe des guérisons miraculeuses. Mais voilà qu'en mai 1882, il est rappelé d'urgence en Terre-Sainte, alors que la guerre sévit en Orient.

LE BON PÈRE FRÉDÉRIC : *promoteur du Sanctuaire*

Dès son retour au Canada en 1888, le Père Frédéric s'installe au presbytère de Cap-de-la-Madeleine, où il retrouve l'abbé Luc Désilets, et s'affaire à organiser le lieu de pèlerinage. Il participe à consécration du petit sanctuaire au culte de Notre-Dame du Très Saint Rosaire le 22 juin 1888. Ce soir-là, la statue de la Vierge du Rosaire ouvre les yeux, alors qu'il est en compagnie de l'abbé Désilets et de Pierre Lacroix. Les pélerinages qu'avait suscité le pont des chapelets (1879) se multiplient suite au « miracle des yeux ». Mais le curé Désilets décède et l'abbé L.-E. Duguay hérite de la cure. Le Père Frédéric, à la demande de Mgr Laflèche, travaille au côté de l'abbé Duguay à rétablir les finances de la paroisse et à recevoir les pélerins, tout en poursuivant ses activités au Commissariat de la Terre Sainte de Trois-Rivières. Il s'ingénie alors à ériger des chemins de croix, dont celui de Saint-Élie-de-Caxton avec l'aide du curé Bellemare. Celui de Cap-de-la-Madeleine, érigé en 1896, est aussi son œuvre. Selon Légaré et Baillargeon, le Père Frédéric est aussi le premier historien du sanctuaire : *Le sanctuaire du Très saint Rosaire du Cap-de-la-Magdeleine. Notice historique sur ses origines et son développement* (1897), pourtant publié au nom de L.-E. Duguay, curé du Cap.

Le Père Frédéric à Sainte-Anne-de-Beaupré en compagnie du Père Ange-M. Hiral au début du XX[e] siècle (Archives Notre-Dame du Cap).

Allant de paroisse en paroisse entre Québec et Montréal, le Père Frédéric incite les fidèles à préparer des pélerinages à

Cap-de-la-Madeleine : on y vient par mer, par terre...par chemin de fer! C'est un animateur qui sait captiver les foules; il teinte les pélerinages d'une atmosphère de prière et de pénitence. Formidable publiciste, il fonde en janvier 1892 avec le curé Duguay, les *Annales du Très Saint Rosaire* (*Annales Notre-Dame du Cap* à partir de 1919, puis la revue *Notre-Dame du Cap*) qui compte déjà 12 000 abonnés en 1893! La popularité du sanctuaire est telle que le Père Frédéric suggère qu'une communauté religieuse s'en occupe. Mais il faut attendre 1902 pour que les Oblats, sur la recommandation du Père Frédéric, en prennent la charge. Le franciscain se retira dès lors à Trois-Rivières. Il participa au couronnement officiel le 12 octobre 1904 où on lui rendit hommage; hommage renouvelé en 1915 à l'occasion de son jubilé d'or. La dévotion de l'ex-commis voyageur flamand pour Notre-Dame du Rosaire fit du Sanctuaire madelinois un lieu de pèlerinage d'envergure, au même titre que l'oratoire Saint-Joseph et Sainte-Anne de Beaupré. Il s'éteint le 4 août 1916 à l'âge de 77 ans.

L'ŒUVRE *des pèlerinages*

L'œuvre des pèlerinages à Cap-de-la-Madeleine correspond au réveil d'une population sortie d'une période de dormance économique, sociale, culturelle et spirituelle. La communauté madelinoise renoue enfin avec un curé résidant grâce à l'arrivée de l'abbé Luc Désilets en 1864. Il fouette la ferveur de ses paroissiens et s'engage à propager la dévotion au Rosaire. Lorsque la petite église de 1714 devient nettement insuffisante pour les 1 300 âmes que compte Cap-de-la-Madeleine, le curé Désilets fait le vœu de dédier le sanctuaire à la Sainte Vierge si celle-ci permet la formation d'un pont de glace sur le fleuve. Ce pont doit servir au transport de la pierre nécessaire à l'érection d'un nouveau temple. Ce n'est qu'à la fin de l'hiver 1879 que la glace semble vouloir prendre. Pendant huit jours, les Madelinois se relaient et transportent sur le « miraculeux » pont de glace suffisamment de pierre pour la construction de l'église. Le Pont des Chapelets, érigé en 1924, commémore cet événement.

Né à Saint-Grégoire le 23 décembre 1831, décédé à Trois-Rivières le 30 août 1888, Luc Désilets fait ses études au séminaire de Nicolet à partir de 1845 et est ordonné prêtre en 1859. Il est nommé curé de la paroisse Sainte-Marie-Madeleine à Cap-de-la-Madeleine en 1864, où il demeure jusqu'en 1888. (Archives Notre-Dame du Cap)

Bientôt, la nouvelle se répand et les premiers pèlerins affluent. Le « prodige des yeux » en juin 1888 suscite la curiosité et alimente la ferveur pour la Sainte Vierge. Témoin de l'événement, le Père Frédéric raconte : « La statue de la Vierge, qui a les yeux entièrement baissés, avait les yeux grandement ouverts; le regard de la Vierge était fixe; elle regardait devant elle, droit à sa hauteur. » Par ailleurs, le père franciscain devient un ardent promoteur du Sanctuaire marial aux quatre coins de la Province.

Le nombre de pèlerins s'accroît au fil des ans et ils viennent de plus en plus loin. Pour les accueillir, le sénateur Hyppolite Montplaisir (1838-1929), ancien maire de Cap-de-la-Madeleine (1872-1892), use de son influence et fait construire un quai, puis une ligne de chemin de fer, la Ligne du Rosaire, qui amène les pèlerins jusqu'au chemin du Roy. Progressivement, on apporte des améliorations aux terrains adjacents. Un premier chemin de croix est érigé en 1896 sur l'initiative du Père Frédéric. Ce dernier et le curé Louis-Eugène Duguay fondent les *Annales du Très Saint Rosaire* en 1892 : on dénombre 12 000 abonnés en 1893.

Le premier autobus de pèlerins en provenance de Trois-Rivières à destination du Sanctuaire en 1912. (Archives Notre-Dame du Cap)

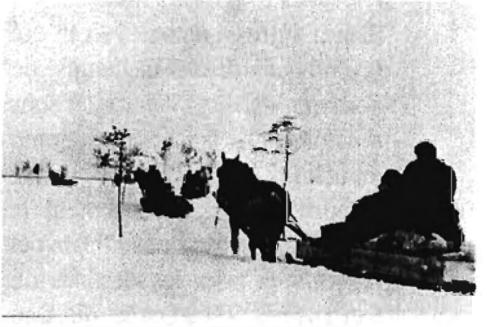
Les Oblats arrivent à Cap-de-la-Madeleine en 1902 et élèvent l'œuvre des pèlerinages vers d'autres sommets. Alors qu'on compte entre 10 000 et 40 000 pèlerins annuellement jusqu'au début du XX^{e} siècle, on atteint les 100 000 visiteurs en 1925 puis 1 million en 1954. La ferveur mariale est à son comble. Depuis leur arrivée, les Oblats peuvent compter sur les Madelinois afin de réaliser leur programme d'améliorations. Des travaux de nivellement du terrain, de plantation d'arbres, de consolidation des rives du ruisseau Faverel ou de transport de pierre sur le fleuve sont exécutés grâce à des corvées. Ainsi, de nombreux volontaires participent à l'embellissement du site et à son rayonnement. Un nouvel édifice, au milieu du XX^{e} siècle, vient également y contribuer. La construction d'une monumentale basilique entre 1955 et 1964 nécessite le déménagement spectaculaire du monastère des Oblats en 1949, puis la démolition de l'église paroissiale en 1963.

Les Oblats ont non seulement poursuivi le travail du curé Désilets, mais ont en quelque sorte réalisé le vœu du père Jacques Buteux à l'époque de la Nouvelle-France : faire de Cap-de-la-Madeleine un oasis de tranquillité et de spiritualité.

MIRACULEUX
Cap-de-la-Madeleine

Cap-de-la-Madeleine doit sans aucun doute sa notoriété à l'institution qu'est le Sanctuaire Notre-Dame du Cap. Ce rayonnement et cette visibilité du Sanctuaire sont certainement dus à des événements spécifiques au cours de son histoire, des épisodes qui ont scellé à jamais le destin spectaculaire de la petite collectivité madelinoise qui accueille chaque année des centaines de milliers de pèlerins : les « miracles ».

À l'automne 1878, les paroissiens désiraient amorcer la construction d'une nouvelle église. L'achat de la pierre avait été négocié par le curé Désilets et on devait procéder à son transport de Sainte-Angèle de Laval sur les glaces hivernales qui se forment sur le fleuve. Or, cette année-là, les glaces ne prirent pas à la hauteur de Cap-de-la-Madeleine. N'ayant pas les moyens de faire venir la pierre par bateau, le curé Désilets demanda l'intercession de la Vierge pour obtenir le pont de glace indispensable, ainsi « il conserverait la vieille église pour la dédier et la faire servir à perpétuité à rendre un culte d'honneur à l'auguste Reine du ciel sous le vocable de Notre-Dame du Très Saint Rosaire ». La glace commença à prendre le 14 mars et les paroissiens arrosèrent sans cesse ce chemin naturel qui s'érigeait vers l'autre rive. Entre le 19 et le 25 mars 1879, les habitants de la paroisse et ceux des paroisses voisines purent transporter pas moins de 160 toises de pierres sur ce pont qu'on appela immédiatement le « pont des chapelets ». Le « miracle du



Il s'agirait d'une rare photographie de la traversée effectuée sur le pont de glace en mars 1879, prise du départ de Bécancour. On sait cependant que la pierre est utilisée à d'autres travaux au début du XX[e] siècle et qu'on traverse régulièrement le fleuve pour s'en procurer. (Archives Notre-Dame du Cap)

pont des chapelets » attira de nombreux pèlerins qui vinrent d'abord individuellement, puis en familles et en groupes.

Le 22 juin 1888 se produisait un autre « miracle » : le Prodige des yeux. En effet, cette soirée-là, vers 19h00, le curé Désilets vint rejoindre Pierre Lacroix, ingénieur de Trois-Rivières, et le Père Frédéric qui priaient dans le Sanctuaire. Alors qu'ils étaient tous les trois en prière, la statue de Notre-Dame du Cap ouvrit les yeux, regardant droit devant elle. « Son regard était sévère, raconte le curé L.-Eugène Duguay, et triste en même temps ». Ce prodige aurait duré de cinq à dix minutes. Ce nouveau « miracle » attira encore plus de pèlerins à Cap-de-la-Madeleine.

Bien d'autres « miracles » ont été revendiqués depuis ce temps, de nombreuses guérisons notamment. Mais le plus grand miracle, encore visible aujourd'hui, est certainement le gigantesque travail des Oblats qui ont pris en main les destinés du Sanctuaire Notre-Dame du Cap en 1902. Le magnifique site tel qu'on le connaît aujourd'hui n'a rien à voir avec un certain aspect de désolation qui y régnait au début du siècle. Ce « miracle », c'est également celui du travail des paroissiens qui ont contribué en donnant temps et argent pour l'amélioration de ce lieu de pèlerinage internationalement reconnu. Enfin, ce « miracle », c'est aussi celui de la foi, celle des millions de pèlerins qui ont visité le Sanctuaire Notre-Dame du Cap depuis le XIX^{e} siècle.

Notre-Dame du Cap avec sa couronne et son cœur d'or, don des tertiaires franciscaines de Montréal. Cette couronne datant de 1904 ainsi que le cœur d'or sont dérobés en juin 1981. (Archives Notre-Dame du Cap)

L'ARMÉE AUTHENTIQUE de Dieu envahit Cap-de-la-Madeleine

La crise des années 1930 est l'occasion pour l'Église du Québec de mettre en œuvre son projet social. Plus qu'un encadrement, l'Église veut promouvoir des valeurs d'entraide, susciter l'engagement social dans toutes les étapes de la vie et proclamer le rôle stratégique de l'apostolat laïc. C'est dans cet optique que la Jeunesse ouvrière catholique (JOC), née en Belgique dans les années 1920, s'implante au Québec au début des années 1930. Le but de ce mouvement est de placer le Christ dans la classe ouvrière, mais il s'agit aussi d'un moyen de préserver la jeunesse urbaine de toutes les déviances. En septembre 1936, un groupe de filles et de garçons fondent une section de la JOC dans la paroisse St-Lazare. Les jocistes organisent des assemblées d'étude à chaque semaine et on y discute de tous les sujets touchant de près ou de loin la vie quotidienne du milieu ouvrier. On tient aussi des activités sociales telles que des pique-niques, des randonnées à vélo, des visites à Ste-Anne-de-Beaupré, au Lac-à-la-Tortue, à Montréal.

En 1952, des jocistes des quatre coins de la province se donnent rendez-vous au Sanctuaire Notre-Dame-du-Cap pour le vingtième anniversaire du mouvement au Canada. Le 14 septembre, 139 autobus, 11 trains comptant 137 wagons qui entrent à cinq minutes d'intervalle dans la petite gare du Cap, 3 traversiers et deux navires, sans compter les nombreuse voitures, vont amener 25 000 jeunes travailleurs célébrer

Un groupe de jociste accompagné par l'abbé Lemire dans les années 1940.

dans notre ville. Le temps d'une journée, « l'armée authentique de Dieu », selon Mgr Georges-Léon Pelletier, entonne chants et prières sur le site de pèlerinage; sermons, discours, concert, parade et procession sont aussi au programme. « Debout l'appel du Christ résonne : jocistes, il vient nous convier. Debout et que chacun se donne joyeux, au divin ouvrier », ainsi résonne le chant international de la JOC, ou sur un ton plus révolutionnaire, le chant du vingtième anniversaire : « Brisés par la machine et nos obscurs travaux, dans nos âmes domine l'espoir de temps nouveaux ». Le Cap-de-la-Madeleine, qui double sa population (19 000 habitants) l'espace d'une journée, ne retrouve sa quiétude qu'au terme d'un embouteillage aussi mémorable que ce rassemblement.

BÉNÉDICTION des yachts au Sanctuaire

Dans l'après-guerre, les loisirs occupent une place de plus en plus importante dans la vie des Québécois. Plusieurs activités sont organisées pour la jeunesse en collaboration avec les ordres religieux locaux, c'est le cas des Œuvres des Terrains de Jeux (OTJ). L'influence de la religion s'étend également auprès des adultes, mais souvent à d'autres égards que la « préservation de sports et de loisirs sains ». C'est ainsi que le 7 juin 1952 les représentants du Yacht-Club St-Maurice, dirigé par Marc St-Laurent, avec les « Gardiens du Sanctuaire marial », les Pères Oblats, préparent un événement nouveau : la bénédiction des Yachts au Sanctuaire du Cap.

Bénédiction des yachts à Cap-de-la-Madeleine, 10 juillet 1960. (Le Nouvelliste, no 1607)

Cette soirée-là, une quarantaine d'embarcations quittèrent le quai du club pour se rendre au Sanctuaire : on en espérait « plusieurs centaines », selon Le Nouvelliste. Cette bénédiction, la première du genre à Cap-de-la-Madeleine, attira bon nombre de curieux. Chaque bateau fut béni par le Père Rinfret, o.m.i., alors directeur des pèlerinages. Les « Yachtmen » se rendirent en procession jusqu'au Sanctuaire où il y eut « allocution de circonstances, récitation de

quelques dizaines de chapelet, salut au Très Saint Sacrement ».

On ne sait pas en quelle année cette tradition prit fin, toutefois, on sait qu'elle perdura au moins jusqu'aux années 1960, telle qu'en témoigne la photographie.

Bénédiction des automobiles du clocher de l'église, le 28 mai 1939. (Archives Notre-Dame du Cap)

Encore aujourd'hui, la bénédiction des véhicules moteurs, les motocyclettes, les automobiles, parfois les motoneiges, attire les foules, à la recherche d'une influence et d'une protection spirituelle.

BIBLIOGRAPHIE

ARSENAULT, Paul. *L'histoire de Notre-Dame du Cap.* Notre-Dame du Cap, 1988.

BIRON, J.-Edouard et Maurice LORANGER. *125 ans de régime municipal au Cap-de-la-Madeleine.* Ville de Cap-de-la-Madeleine, 1980.

BOUCHARD, Russel. *Les armes à feu en Nouvelle-France.* Sillery, Septentrion, 1999.

DE LAGRAVE, François. *Cap-de-la-Madeleine 1651-2001, une ville à la singulière destinée.* Cap-de-la-Madeleine, Corporation des Fêtes du 350e anniversaire de Cap-de-la-Madeleine, 2001.

DE LAGRAVE, François. *L'académie Les Estacades de Cap-de-la-Madeleine, 1970-1995 : d'un aérodrome à une école secondaire.* Cap-de-la-Madeleine, Les Amis(es) des Estacades, 1995.

DESSUREAULT, Louis-René, Denise MALTAIS et Pierre TESSIER. *L'histoire de Cap-de-la-Madeleine, ses origines à 1983. Rapport synthèse.* Cap-de-la-Madeleine, Chambre de Commerce, 1983.

HAMELIN, Hélène et Jeannine TRÉPANIER-BEAUDOIN. *Sainte-Marthe-du-Cap se souvient, 1915-1990.* Sainte-Marthe-du-Cap, Édition Société du patrimoine de Sainte-Marthe-du-Cap, 1990.

LÉGARÉ, Romain et Constantin BAILLARGEON. *Le Bon Père Frédéric.* Montréal, Paulines, 1988.

LORANGER, Maurice. *Aperçu historique (300e) de la Paroisse Sainte-Marie-Madeleine du Cap-de-la-Madeleine.* Cap-de-la-Madeleine, 1978.

LORANGER, Maurice. *La chronique madelinoise, 1651-1991.* Cap-de-la-Madeleine, Société d'histoire du Cap-de-la-Madeleine, 1991.

LORANGER, Maurice. *Histoire de Cap-de-la-Madeleine (1651-1986).* Cap-de-la-Madeleine, 1987.

MATTON, Emma. *Histoire de la paroisse Sainte-Famille, Cap-de-la-Madeleine.* Cap-de-la-Madeleine, 1969.

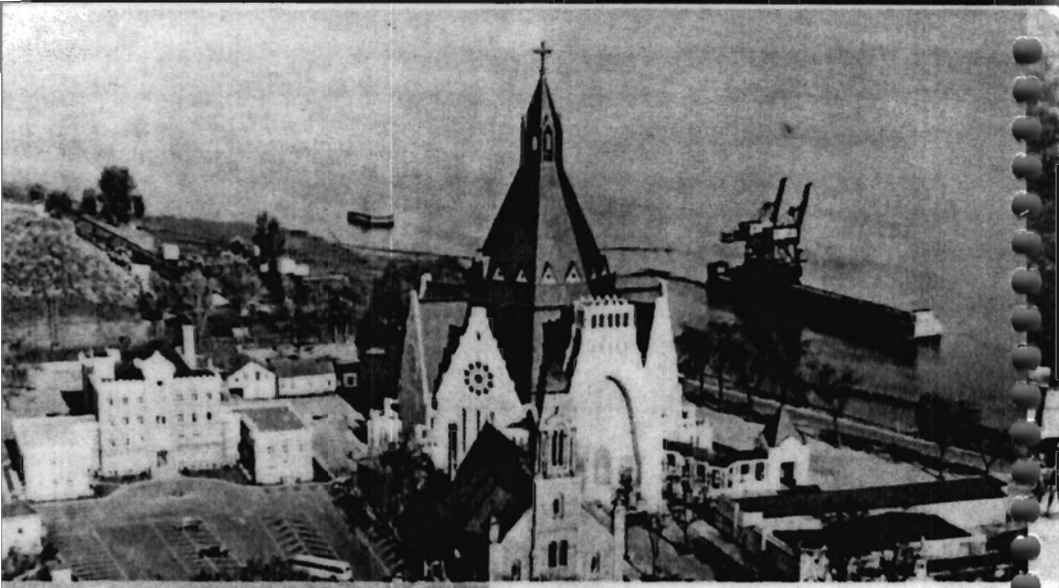
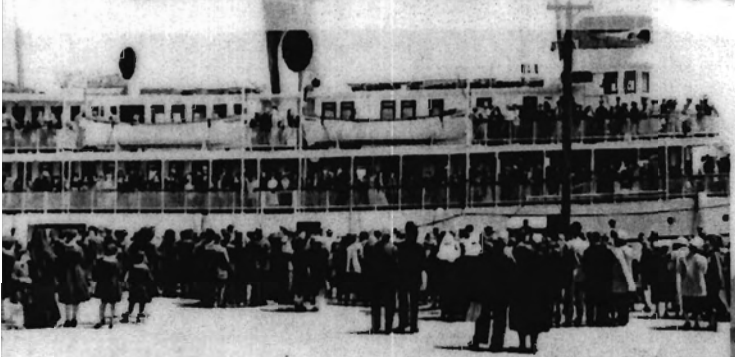
NOBERT, Prosper. *Monographie du Cap-de-la-Madeleine.* Montréal, Université de Montréal, 1951.

SOMMERS, Jack L. et René CHARTRAND. *L'uniforme militaire au Canada, 1665-1970.* Ottawa, Musée national de l'Homme, 1981.

TASCHEREAU, Gabriel. *Du salpêtre dans le gruau. Souvenirs d'escadrille, 1939-1945.* Sillery, Septentrion, 1993.

TESSIER, Albert. *Jacques Buteux : le premier évangélisateur de la région du St-Maurice (1634-1652).* Trois-Rivières, Éditions du « Bien Public », 1934.

Cette publication est rendue possible grâce à
la Corporation des fêtes du 350e anniversaire de Cap-de-la-Madeleine
et à
Mult-reliure S. F. inc.



Ce recueil rassemble une trentaine de textes rédigés par l'historien Yannick Gendron lors de son implication aux fêtes du 350e anniversaire de Cap-de-la-Madeleine entre 1999 et 2001. Il s'intéresse particulièrement aux Madelinois et aux Madelinoises ayant contribué, par leurs convictions et leur acharnement, au développement de leur ville. Un bouquet de mémoire à ingurgiter à petites doses.